

RÉSULTATS DES VOTES

Signification des abréviations et des symboles	
+	adopté
-	rejeté
↓	caduc
R	retiré
AN (... , ... , ...)	vote par appel nominal (voix pour, voix contre, abstentions)
VE (... , ... , ...)	vote électronique (voix pour, voix contre, abstentions)
div	vote par division
vs	vote séparé
am	amendement
AC	amendement de compromis
PC	partie correspondante
S	amendement suppressif
=	amendements identiques
§	paragraphe
art	article
cons	considérant
PR	proposition de résolution
PRC	proposition de résolution commune
1/20	seuil bas (1/20 des députés)
1/10	seuil moyen (1/10 des députés)
1/5	seuil élevé (1/5 des députés)
SEC	vote au scrutin secret

SOMMAIRE

1. Demande de levée de l'immunité de Filip De Man.....	6
2. Demande de levée de l'immunité de Zdzisław Krasnodębski	6
3. Demande de levée de l'immunité de Ioannis Lagos.....	6
4. Demande de levée de l'immunité de Ioannis Lagos.....	6
5. Accord Union/Norvège: modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'UE après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ***	7
6. Accord de partenariat volontaire Union/Honduras ***	7
7. Rapport d'exécution sur les aspects liés à la sécurité routière du paquet «contrôle technique»	7
8. Résidus chimiques dans la mer Baltique sur la base des pétitions n° 1328/2019 et n° 0406/2020, en vertu de l'article 227, paragraphe 2, du règlement	7
9. Établissement du programme-cadre «Horizon Europe» et définition de ses règles de participation et de diffusion ***II.....	8
10. Programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» *	8
11. Institut européen d'innovation et de technologie ***I.....	8
12. Programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie ***I.....	9
13. Mécanisme de protection civile de l'Union ***I.....	9
14. Accord de partenariat volontaire Union/Honduras (résolution)	9
15. Accord interinstitutionnel sur un registre de transparence obligatoire 9	
16. Un transport maritime plus efficace et plus propre.....	10
17. Objection formulée conformément à l'article 112, paragraphes 2 et 3, et à l'article 112, paragraphe 4, point c): limites maximales applicables aux résidus de certaines substances, dont le lufénuron 11	
18. Objection formulée conformément à l'article 112, paragraphes 2 et 3, et à l'article 112, paragraphe 4, point c): limites maximales applicables aux résidus de certaines substances, dont le flonicamide	11
19. Programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, du secteur des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et des statistiques européennes (programme pour le marché unique) 2021-2027 ***II.11	
20. Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) 2021-2027 ***II 12	
21. Programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» 2021-2027 ***II...12	

22.	Programme «Justice» 2021-2027 ***II	12
23.	Programme spatial 2021-2027 et Agence de l'Union européenne pour le programme spatial ***II	12
24.	L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ***	13
25.	Le résultat des négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni	13
26.	Plan pluriannuel de gestion du thon rouge dans l'Atlantique Est et la mer Méditerranée ***I	16
27.	Protection des sols	16
28.	Prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne ***II 20	20
29.	Certificat vert numérique - citoyens de l'Union ***I	21
30.	Certificat vert numérique - ressortissants de pays tiers ***I.....	24
31.	Fiscalité de l'économie numérique: négociations au sein de l'OCDE, résidence fiscale des entreprises numériques et une éventuelle taxe européenne sur le numérique.....	24
32.	Assassinat de Daphne Caruana Galizia et état de droit à Malte.....	25
33.	Programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude 2021-2027 ***II.....	26
34.	Droits et obligations des voyageurs ferroviaires ***II	26
35.	Fonds européen de la défense ***II	27
36.	Programme pour une Europe numérique II***	28
37.	Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) 2021-2027 II***	28
38.	Coopération administrative dans le domaine des droits d'accise en ce qui concerne le contenu des registres électroniques *	28
39.	La pandémie de COVID-19 en Amérique latine	29
40.	La Bolivie et l'arrestation de l'ancienne présidente Jeanine Añez ainsi que d'autres personnalités politiques	30
41.	Lois sur le blasphème au Pakistan, en particulier le cas de Shagufta Kausar et de Shafqat Emmanuel.....	31
42.	État prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2022	32
43.	La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque	35
44.	Cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie.....	36
45.	Garantie européenne pour l'enfance	37
46.	L'accessibilité et le caractère abordable des tests de dépistage de la COVID-19	45
47.	Relations UE-Inde.....	47

48.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Commission européenne et agences exécutives	48
49.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Parlement européen.....	57
50.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Conseil et Conseil européen	66
51.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Cour de Justice de l'Union européenne	67
52.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Cour des comptes	68
53.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Comité économique et social européen	68
54.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Comité européen des régions.....	69
55.	Décharge 201: Budget général de l'UE - Médiateur européen	70
56.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Contrôleur européen de la protection des données	71
57.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - Service européen pour l'action extérieure.....	71
58.	Décharge 2019: Centre européen pour le développement de la formation professionnelle	72
59.	Décharge 2019: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	73
60.	Décharge 2019: Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne	73
61.	Décharge 2019: Observatoire européen des drogues et des toxicomanies	74
62.	Décharge 2019: Agence européenne pour l'environnement.....	75
63.	Décharge 2019: Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	76
64.	Décharge 2019: Centre de traduction des organes de l'Union européenne	76
65.	Décharge 2019: Agence européenne des médicaments.....	77
66.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)	78
67.	Décharge 2019: Fondation européenne pour la formation	79
68.	Décharge 2019: Agence européenne pour la sécurité maritime.....	79
69.	Décharge 2019: Agence européenne de la sécurité aérienne	80
70.	Décharge 2019: Autorité européenne de sécurité des aliments	80
71.	Décharge 2019: Centre européen de prévention et de contrôle des maladies	81
72.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA)	82

73.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer	82
74.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL).....	83
75.	Décharge 2019: Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes	84
76.	Décharge 2019: Agence du GNSS européen.....	87
77.	Décharge 2019: Agence européenne de contrôle des pêches.....	88
78.	Décharge 2019: Agence européenne des produits chimiques.....	89
79.	Décharge 2019: Agence d'approvisionnement d'Euratom.....	90
80.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol)	90
81.	Décharge 2019: Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.....	91
82.	Décharge 2019: Autorité bancaire européenne.....	92
83.	Décharge 2019: Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles.....	92
84.	Décharge 2019: Autorité européenne des marchés financiers.....	93
85.	Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie.....	93
86.	Décharge 2019: Agence de soutien à l'ORECE (Office de l'ORECE) ..	94
87.	Décharge 2019: Institut européen d'innovation et de technologie ...	95
88.	Décharge 2019: Bureau européen d'appui en matière d'asile.....	95
89.	Décharge 2019: Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA)	96
90.	Décharge 2019: Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion.....	97
91.	Décharge 2019: Entreprise commune SESAR.....	98
92.	Décharge 2019: Entreprise commune Clean Sky 2.....	99
93.	Décharge 2019: entreprise commune Bio-industries.....	100
94.	Décharge 2019: entreprise commune Initiative en matière de médicaments innovants 2	101
95.	Décharge 2019: Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène 2	102
96.	Décharge 2019: entreprise commune Shift2Rail	103
97.	Décharge 2019: entreprise commune ECSEL.....	104
98.	Décharge 2019: Budget général de l'UE - 8e, 9e,10e et 11e FED...	105
99.	Rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget des	

agences de l'Union européenne pour l'exercice 2019 : performance, gestion financière et contrôle	106
---	-----

1. Demande de levée de l'immunité de Filip De Man

Rapport: Stéphane Séjourné (A9-0134/2021) (Vote au scrutin secret (article 191 du règlement))

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de décision	SEC	+	671, 11, 11

2. Demande de levée de l'immunité de Zdzisław Krasnodębski

Rapport: Ibán García Del Blanco (A9-0132/2021) (Vote au scrutin secret (article 191 du règlement))

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de décision	SEC	+	521, 153, 17

3. Demande de levée de l'immunité de Ioannis Lagos

Rapport: Marie Toussaint (A9-0136/2021) (Vote au scrutin secret (article 191 du règlement))

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de décision	SEC	+	658, 25, 10

4. Demande de levée de l'immunité de Ioannis Lagos

Rapport: Angel Dzhambazki (A9-0135/2021) (Vote au scrutin secret (article 191 du règlement))

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de décision	SEC	+	655, 29, 9

5. Accord Union/Norvège: modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'UE après le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ***

Recommandation: Jörgen Warborn (A9-0035/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Procédure d'approbation	AN	+	686, 2, 5

6. Accord de partenariat volontaire Union/Honduras ***

Recommandation: Karin Karlsbro (A9-0053/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Procédure d'approbation	AN	+	632, 23, 38

7. Rapport d'exécution sur les aspects liés à la sécurité routière du paquet «contrôle technique»

Rapport: Benoît Lutgen (A9-0028/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Vote unique	AN	+	654, 30, 9

8. Résidus chimiques dans la mer Baltique sur la base des pétitions n° 1328/2019 et n° 0406/2020, en vertu de l'article 227, paragraphe 2, du règlement

Proposition de résolution: B9-0224/2021

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0224/2021 (commission PETI)			
Vote unique	AN	+	660, 8, 25

9. Établissement du programme-cadre «Horizon Europe» et définition de ses règles de participation et de diffusion *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Dan Nica (A9-0122/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Projet de résolution législative					
Après le § 2	1	PPE, S&D, The Left	AN	+	677, 5, 17

10. Programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» *

Rapport: Christian Ehler (A9-0118/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Projet du Conseil	AN	+	661, 5, 33

11. Institut européen d'innovation et de technologie ***I

Rapport: Marisa Matias (A9-0120/2020)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Accord provisoire	163	commission	AN	+	663, 17, 19

12. Programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie ***I

Rapport: Maria da Graça Carvalho (A9-0121/2020)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Accord provisoire					
Accord provisoire	162	commission	AN	+	673, 6, 20

13. Mécanisme de protection civile de l'Union ***I

Rapport: Nikos Androulakis (A9-0148/2020)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Accord provisoire					
Accord provisoire	95	commission	AN	+	641, 44, 14

14. Accord de partenariat volontaire Union/Honduras (résolution)

Rapport: Karin Karlsbro (A9-0054/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 17	1S	ECR	AN	-	133, 475, 60
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	576, 54, 69

15. Accord interinstitutionnel sur un registre de transparence obligatoire

Rapport: Danuta Maria Hübner (A9-0123/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 11	§	texte original	div		
			1/AN	+	509, 177, 5
			2/AN	+	684, 4, 3
			3/AN	+	421, 255, 15
§ 19, after point b	1	The Left	AN	-	234, 400, 56
	2	The Left	AN	-	182, 495, 13
§ 19, point c	4	Verts/ALE	AN	-	315, 355, 19
§ 21	3	PPE	AN	+	479, 136, 76
Proposition de décision			AN	+	645, 5, 49

Demandes de votes par division

PPE:

§ 11

1ère partie "estime qu'il est important de définir quelles sont les réunions avec les représentants d'intérêts qui devraient être publiées en tant que réunions programmées à l'avance;"

2ème partie "se félicite de la pratique de la Commission consistant à publier également les réunions ayant lieu dans un format différent de celui des réunions en face-à-face, par exemple les réunions par vidéoconférence;"

3ème partie "insiste pour qu'un appel téléphonique planifié soit également considéré comme une réunion;"

16. Un transport maritime plus efficace et plus propre

Rapport: Karima Delli (A9-0029/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 3	1	députés	AN	-	286, 372, 34
§ 4	2	députés	AN	+	337, 306, 50
§ 5	3	députés	AN	+	378, 283, 32
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	453, 92, 154

17. Objection formulée conformément à l'article 112, paragraphes 2 et 3, et à l'article 112, paragraphe 4, point c): limites maximales applicables aux résidus de certaines substances, dont le lufénuron

Proposition de résolution: B9-0223/2021 (Majorité des membres qui composent le Parlement requise)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0223/2021 (commission ENVI)			
Proposition de résolution (ensemble du texte)	AN	+	441, 242, 15

18. Objection formulée conformément à l'article 112, paragraphes 2 et 3, et à l'article 112, paragraphe 4, point c): limites maximales applicables aux résidus de certaines substances, dont le flonicamide

Proposition de résolution: B9-0222/2021 (Majorité des membres qui composent le

Parlement requise)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0222/2021 (commission ENVI)			
Résolution (ensemble du texte)	AN	+	366, 305, 27

19. Programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, du secteur des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et des statistiques européennes (programme pour le marché unique) 2021-2027 *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Brando Benifei (A9-0142/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

20. Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) 2021-2027 *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Vilija Blinkevičiūtė (A9-0140/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

21. Programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» 2021-2027 *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Alice Kuhnke (A9-0144/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

22. Programme «Justice» 2021-2027 ***II

Recommandation pour la deuxième lecture: Heidi Hautala, Katarina Barley (A9-0146/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

23. Programme spatial 2021-2027 et Agence de l'Union européenne pour le programme spatial ***II

Recommandation pour la deuxième lecture: Massimiliano Salini (A9-0141/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

24. L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ***

Recommandation: Andreas Schieder, Christophe Hansen (A9-0128/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Procédure d'approbation	AN	+	660, 5, 32

25. Le résultat des négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

Proposition de résolution: B9-0225/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0225/2021 (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, The Left)					
Après le § 1	5	ID	AN	-	150, 539, 8
§ 2	§	texte original	div		
			1/AN	+	536, 110, 52
			2/AN	+	606, 85, 8
			3/AN	+	584, 57, 58
§ 9	6	Verts/ALE	AN	-	211, 482, 6
§ 15	7	Verts/ALE	AN	-	183, 442, 74
Après le § 17	1	The Left	AN	-	137, 558, 4
§ 18, point ii	2	The Left	AN	-	147, 539, 13
§ 18, point iv	8	Verts/ALE	AN	-	110, 537, 52
§ 21	21	députés	AN	+	562, 133, 4
§ 22	§	texte original	div		
			1/AN	+	568, 65, 66

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	605, 68, 26
§ 30	9	Verts/ALE	AN	-	193, 468, 38
§ 34	10	Verts/ALE	AN	-	173, 486, 40
Après le § 34	11	Verts/ALE	AN	-	164, 464, 71
§ 35	3	The Left	AN	-	134, 559, 6
§ 36	12	Verts/ALE	AN	-	147, 544, 8
	4	The Left	AN	-	136, 555, 8
Après le § 38	13	Verts/ALE	AN	-	200, 471, 28
§ 45	14	Verts/ALE	AN	-	158, 529, 12
Après le § 46	15	Verts/ALE	AN	-	185, 457, 57
Après le § 47	16	Verts/ALE	AN	-	200, 454, 45
	17	Verts/ALE	AN	-	172, 479, 47
	18	Verts/ALE	AN	-	199, 480, 20
	19	Verts/ALE	AN	-	161, 502, 36
	20	Verts/ALE	AN	-	210, 451, 38
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	578, 51, 68

Demandes de votes par division

The Left:

§ 22

1ère partie "déploie que, contrairement à la déclaration politique qui prévoyait un partenariat ambitieux, vaste, approfondi et souple dans le domaine de la politique étrangère, de la sécurité et de la défense, le Royaume-Uni ait refusé de négocier sur ces aspects dans le cadre de l'accord; rappelle néanmoins qu'il est dans l'intérêt des deux parties de maintenir une coopération étroite et durable dans ces domaines, en particulier pour la promotion de la paix et de la sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme, de la promotion d'un ordre mondial fondé sur des règles, d'un multilatéralisme effectif, de la charte des Nations unies, de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit ainsi que de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à l'article 21 du traité UE;"

2ème partie "propose que la coopération et la coordination futures entre l'Union et le Royaume-Uni soient régies au moyen d'une plateforme systémique de consultation et de coordination à haut niveau sur les questions de politique étrangère, y compris les défis posés par des pays tels que la Russie et la Chine, d'un engagement rapproché sur les questions de sécurité, notamment dans le cadre de la coopération UE-OTAN, et d'une coopération préférentielle systématique en ce qui concerne, en particulier, les opérations de maintien de la paix; demande, en particulier, une coopération et une coordination approfondies avec le Royaume-Uni en ce qui concerne les politiques de sanction avec l'Union, compte tenu des valeurs et des intérêts communs et en vue de la mise en place d'un mécanisme de coordination à cet égard;"

ID:

§ 2

1ère partie "répète que le retrait du Royaume-Uni de l'Union est une erreur historique"

2ème partie "et rappelle que l'Union a toujours respecté la décision du Royaume-Uni"

3ème partie "tout en insistant sur le fait que ce dernier doit également accepter les conséquences d'une sortie de l'Union et qu'un pays tiers ne peut bénéficier des mêmes droits et avantages qu'un État membre; rappelle que, tout au long du processus de retrait du Royaume-Uni de l'Union, le Parlement s'est efforcé de protéger les droits des citoyens de l'Union, de protéger la paix et la prospérité sur l'île d'Irlande, de protéger les populations vivant de la pêche, de préserver l'ordre juridique de l'Union, de préserver l'autonomie décisionnelle de l'Union, de préserver l'intégrité de l'union douanière et du marché intérieur tout en évitant le dumping social, environnemental, fiscal ou réglementaire, car cela est essentiel pour protéger l'emploi, l'industrie et la compétitivité en Europe et pour concrétiser les ambitions définies dans le pacte vert pour l'Europe;"

Divers

Marina Kaljurand (groupe S&D) soutient également l'amendement 21.

Geert Bourgeois (groupe ECR) soutient également la proposition de résolution B9-0225/2021.

26. Plan pluriannuel de gestion du thon rouge dans l'Atlantique Est et la mer Méditerranée ***I

Rapport: Giuseppe Ferrandino (A9-0149/2020)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
ensemble du texte	46	S&D	AN	+	633, 21, 43
Amendements de la commission compétente - vote en bloc	1-45	commission	AN	↓	
Proposition de la Commission			AN	+	643, 11, 47

27. Protection des sols

Proposition de résolution: B9-0221/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0221/2021 (commission ENVI)					
§ 1	§	texte original	div		
			1/AN	+	687, 4, 7
			2/AN	+	561, 103, 34
§ 3	§	texte original	div		
			1/AN	+	690, 4, 4
			2/AN	-	288, 400, 10

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 4	§	texte original	AN	+	559, 80, 59
Après le § 4	1	The Left	AN	-	191, 424, 82
§ 5	§	texte original	AN	+	561, 79, 58
§ 10	§	texte original	div		
			1/AN	+	646, 45, 7
			2/AN	+	402, 284, 11
§ 11	§	texte original	div		
			1/AN	+	662, 10, 26
			2/AN	+	565, 95, 38
§ 16	§	texte original	AN	+	610, 85, 3
§ 27	§	texte original	div		
			1/AN	+	511, 176, 11
			2/AN	-	305, 364, 29
§ 28	§	texte original	div		
			1/AN	+	526, 144, 28
			2/AN	+	559, 120, 19
			3/AN	-	288, 349, 61
§ 29	2	The Left	AN	-	143, 541, 13
§ 35	§	texte original	AN	+	367, 263, 68
§ 37	§	texte original	div		
			1/AN	+	635, 13, 50
			2/AN	+	475, 168, 55

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 52	§	texte original	AN	+	361, 307, 29
§ 54	§	texte original	AN	-	335, 349, 14
§ 55	§	texte original	div		
			1/AN	+	415, 241, 42
			2/AN	-	298, 370, 30
§ 60	§	texte original	AN	+	375, 317, 6
§ 63	§	texte original	AN	+	381, 280, 37
§ 65	§	texte original	AN	+	411, 217, 70
Considérant R	§	texte original	div		
			1/AN	+	648, 7, 43
			2/AN	+	554, 138, 5
Considérant Y	§	texte original	div		
			1/AN	+	622, 40, 35
			2/AN	+	372, 314, 11
Considérant Z	§	texte original	div		
			1/AN	+	638, 23, 37
			2/AN	+	591, 101, 5
Considérant AA	§	texte original	AN	+	378, 312, 8
Considérant AB	§	texte original	AN	+	415, 270, 13
Considérant AQ	§	texte original	AN	+	561, 88, 49

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	605, 55, 41

Demandes de vote séparé

ID: considérants Y, AQ; §§ 4, 5, 16, 60

PPE: considérants AA, AB: §§ 27, 35, 52, 54, 55, 60, 63, 65

Demandes de votes par division

ID:

considérant R

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "les pratiques agricoles et de foresterie non durables"

2ème partie ces termes

considérant Z

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "qu'une précédente tentative d'introduction d'un cadre juridique pour la protection des sols dans l'Union a été infructueuse puisqu'elle a été abandonnée en mai 2014 après avoir été bloquée pendant huit ans par une minorité d'États membres au Conseil;"

2ème partie ces termes

PPE:

considérant Y

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion du terme: "contraignantes"

2ème partie ce terme

§ 3

1ère partie "estime que des sols sains constituent la base d'une alimentation nutritive et sûre et sont indispensables pour assurer une production de denrées alimentaires durable;"

2ème partie "souligne que l'adoption de régimes alimentaires durables, en particulier les régimes de plus en plus nombreux à base de plantes, ont de grandes possibilités d'améliorer sensiblement la santé des sols et l'utilisation des terres;"

§ 10

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion du terme: "juridique"

2ème partie ce terme

ECR:

§ 1

1ère partie "souligne l'importance de protéger les sols de l'Union et de promouvoir leur bonne santé, en gardant à l'esprit que la dégradation de cet écosystème vivant, de ce composant de la biodiversité et de cette ressource non renouvelable se poursuit, malgré un nombre restreint et inégal de mesures entreprises dans certains États membres;"

2ème partie "insiste sur les coûts de l'inaction en matière de lutte contre la dégradation des sols, coûts estimés à plus de 50 milliards d'euros par an dans l'Union;"

§ 11

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "les coûts de l'action et de l'inaction en matière" et "immédiates et "

2ème partie ces termes

Renew:

§ 27

1ère partie "souligne que les forêts de l'Union stockent environ 2,5 fois plus de carbone dans les sols que dans la biomasse des arbres"

2ème partie "demande à la Commission de préparer une stratégie de l'Union pour les forêts qui tienne dûment compte de ce fait, qui encourage les choix de gestion préservant cette ressource inestimable et qui soutienne les objectifs de restauration et de protection, bénéfiques pour les sols, la biodiversité et le climat;"

§ 37

1ère partie "invite la Commission à assurer la cohérence entre la nouvelle stratégie en matière de sols et la prochaine stratégie de l'Union pour les forêts"

2ème partie "en incluant dans cette dernière des exigences en matière de gestion durable des sols, telle que les pratiques agroforestières;"

§ 55

1ère partie "souligne que l'utilisation non durable des terres libère dans l'atmosphère le carbone contenu dans l'écosystème des sols depuis des siècles, voire des millénaires;"

2ème partie "relève que les émissions de carbone des sols consécutives aux activités forestières continuent de se dégager même des décennies après que le site a été exploité et reboisé; souligne qu'alors que ces flux devraient être comptabilisés, l'utilisation de la biomasse forestière est toujours considérée comme étant neutre en carbone;"

PPE, Renew:

§ 28

1ère partie "souligne que la pratique de gestion forestière par coupe rase détruit le réseau symbiotique interdépendant des arbres avec les champignons et que le rétablissement de ce réseau après la coupe rase est presque inexistant;"

2ème partie "souligne que, dans les forêts boréales, ce réseau représente le mécanisme le plus important d'accumulation de matière organique du sol et qu'il est donc crucial pour l'ensemble du cycle du carbone; réaffirme que la coupe rase n'imit pas la perturbation naturelle d'un feu de friches, étant donné qu'une très grande quantité de bois mort et un sol ouvert à la colonisation d'espèces caractérisent un site perturbé par un feu de friches, au contraire de la coupe rase;"

3ème partie "demande par conséquent l'interdiction de la gestion forestière par coupe rase dans toute l'Union, en tant que mesure complémentaire aux autres mesures de protection des sols prévues par le cadre sur les sols et les initiatives pertinentes;"

28. Prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Patryk Jaki (A9-0133/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

29. Certificat vert numérique - citoyens de l'Union ***I

Proposition de règlement (COM(2021)0130 - C9-0104/2021 - 2021/0068(COD))

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la proposition de la Commission					
Rejet	11	députés	AN	-	86, 591, 16
Amendements de la commission compétente					
Ensemble du texte	25PC	commission	AN	+	575, 80, 40
Amendements à l'article 1					
§ 1	25PC	commission	AN	+	553, 95, 46
	6	députés	AN	↓	
Après le § 2	9	ECR	AN	+	442, 239, 14
Amendements à l'article 2					
Point 5	25PC	commission	AN	+	630, 51, 13
Amendements à l'article 3					
§ 1, point c	25PC	commission	AN	+	613, 68, 14
§ 2	15	S&D, PPE, Renew	AN	+	680, 6, 9
Amendements à l'article 5					
§ 1	24	The Left	AN	-	64, 585, 46
	7	députés	AN	-	94, 549, 52
	25PC	commission	div		
			1/AN	+	614, 60, 21
			2/AN	+	540, 90, 65

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 5, alinéa 1	25PC	commission	AN	+	515, 127, 53
	10	ECR	AN	↓	
	3	députés	AN	-	115, 533, 47
§ 5, alinéa 2	4	députés	AN	-	118, 524, 53
Amendements à l'article 6					
§ 1	25PC	commission	div		
			1/AN	+	615, 61, 19
			2/AN	+	540, 89, 66
§ 5	14	PPE	AN	-	233, 438, 24
	25PC	commission	AN	+	571, 80, 44
Amendements à l'article 7					
§ 1	25PC	commission	div		
			1/AN	+	621, 33, 41
			2/AN	+	613, 68, 14
§ 2, point b	25PC	commission	div		
			1/AN	+	648, 36, 11
			2/AN	+	615, 68, 12
Amendements à l'article 8					
§ 1	16	S&D, PPE, Renew	AN	+	679, 7, 9
Nouveaux articles après l'article 8					
Après l'article 8	12	Renew	AN	+	402, 201, 92
	13	Renew	AN	-	235, 414, 46
Amendements à l'annexe					

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Point 3, sous-point f	25PC	commission	AN	+	616, 65, 14
Point 3, sous-point j	25PC	commission	AN	+	509, 136, 50
Amendements aux considérants					
Après le considérant 8	5	députés	AN	-	148, 536, 11
Considérant 9	8	ECR	AN	+	387, 280, 28
Après le considérant 11	1	députés	AN	-	110, 564, 21
Considérant 14	17	S&D, PPE, Renew	AN	+	678, 8, 9
Après le considérant 16	18	The Left	AN	+	539, 148, 8
Considérant 25	25PC	commission	AN	+	522, 135, 38
	2	députés	AN	↓	
Après le considérant 26	19rev	The Left	AN	-	153, 454, 87
	20rev	The Left	AN	-	162, 450, 82
	21rev	The Left	AN	+	407, 240, 47
	22rev	The Left	AN	+	396, 251, 48
Après le considérant 37	23rev	The Left	AN	-	267, 340, 88
Proposition de la Commission			AN	+	540, 119, 31

Demands de vote séparé

ID: amendement 25 - article 2, point 5; amendement 25 - annexe, point 3, sous-point j

ECR: amendement 25 - article 3, § 1, sous-point c; amendement 25 - annexe, point 3, sous-point f

Demands de votes par division

ID: amendement 25 - article 5, § 1

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion de l'ajout du terme "automatiquement" et la suppression des termes: "à la demande de cette personne"
2ème partie ces termes

amendement 25 - article 6, § 1

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion de l'ajout du terme "automatiquement" et la suppression des termes: "à la demande de cette personne"
2ème partie ces termes

ECR:

amendement 25 - article 7, § 1

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "Il est également possible de délivrer un certificat de rétablissement en cas de détection d'anticorps au moyen d'un test sérologique." et "La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en vertu de l'article 11 afin d'établir et de modifier les types de tests sérologiques de détection des anticorps contre le SARS-CoV-2 au vu desquels un certificat de rétablissement peut être délivré, sur la base de preuves scientifiques examinées par l'ECDC."
2ème partie ces termes

amendement 25 - article 7, § 2, point b

1ère partie "attestées par un test NAAT positif"
2ème partie "ou par le résultat d'un test sérologique"

30. Certificat vert numérique - ressortissants de pays tiers *I**

Proposition de règlement (COM(2021)0140 - C9-0100/2021 - 2021/0071(COD))

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Ensemble du texte	1	commission	AN	+	570, 59, 66
Proposition de la Commission			AN	+	540, 80, 70

31. Fiscalité de l'économie numérique: négociations au sein de l'OCDE, résidence fiscale des entreprises numériques et une éventuelle taxe européenne sur le numérique

Rapport: Andreas Schwab, Martin Hlaváček (A9-0103/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 16	1	rapporteurs	AN	+	574, 48, 79
§ 23	2	rapporteurs	AN	+	648, 33, 20
§ 57	3	rapporteurs	AN	+	529, 102, 70
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	549, 70, 75

32. Assassinat de Daphne Caruana Galizia et état de droit à Malte

Proposition de résolution: B9-0219/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0219/2021 (PPE, S&D, Renew, ID, Verts/ALE, ECR, The Left, députés)					
§ 3	2	S&D	AN	-	177, 516, 8
§ 5	16	Renew, PPE, Verts/ALE	AN	+	672, 13, 16
§ 6	7	Verts/ALE	AN	+	508, 188, 5
Après le § 8	3	S&D	AN	+	379, 268, 54
§ 9	4	S&D	AN	-	143, 546, 12
	5	S&D	AN	-	234, 398, 69
	8	Verts/ALE	AN	-	297, 367, 37

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 10	9	Verts/ALE	AN	-	314, 314, 73
Après le § 10	10	Verts/ALE	AN	+	465, 109, 127
§ 11	11	Verts/ALE	AN	+	463, 181, 57
Après le § 11	12	Verts/ALE	AN	+	464, 66, 171
§ 13	13	Verts/ALE	AN	+	452, 196, 53
Après le visa 10	6= 17=	S&D Renew	AN	+	646, 38, 17
Considérant G	1	S&D	AN	-	186, 492, 23
	14	Renew, PPE, Verts/ALE	AN	+	659, 14, 28
Considérant H	15	Renew, PPE, Verts/ALE	AN	+	545, 11, 145
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	635, 46, 12

33. Programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude 2021-2027 ***II

Recommandation pour la deuxième lecture: Monika Hohlmeier (A9-0126/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

34. Droits et obligations des voyageurs ferroviaires ***II

Recommandation pour la deuxième lecture: Bogusław Liberadzki (A9-0045/2021)
(Majorité des membres qui composent le Parlement requise pour rejeter ou modifier la position du Conseil)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Projet d'acte législatif					
Amendements à l'article 9					
Après le § 3	2	Verts/ALE	AN	-	205, 490, 3
Amendements à l'article 12					
§ 1, alinéa 1	3	Verts/ALE	AN	-	158, 526, 14
Amendements à l'article 18					
§ 3, alinéa 1	4	Verts/ALE	AN	-	190, 503, 5
Amendements à l'article 19					
§ 1, point a	5	Verts/ALE	AN	-	165, 516, 17
§ 1, point b	6	Verts/ALE	AN	-	162, 529, 7
§ 10	7S	Verts/ALE	AN	-	165, 514, 19
Amendements à l'article 24					
§ 1, point a, partie introductive	8	Verts/ALE	AN	-	265, 428, 5
§ 1, point a, alinéa 2	9	Verts/ALE	AN	-	210, 484, 4

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 1, point a, alinéa 3	10S	Verts/ALE	AN	-	205, 490, 3
Amendements aux considérants					
Considérant 37	1S	Verts/ALE	AN	-	169, 512, 17

35. Fonds européen de la défense ***II

Recommandation pour la deuxième lecture: Zdzisław Krasnodębski (A9-0120/2021) (Majorité des membres qui composent le Parlement requise pour rejeter ou modifier la position du Conseil)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la position du Conseil					
Rejet	1	The Left	AN	-	139, 527, 31
Projet d'acte législatif					
Amendements à l'article 7					
§ 2, partie introductive	2	Verts/ALE	AN	-	136, 538, 24
§ 2, alinéa 1	3	Verts/ALE	AN	-	145, 527, 26
§ 2, alinéa 2	4	Verts/ALE	AN	-	145, 526, 27
§ 2, alinéa 3	5	Verts/ALE	AN	-	152, 497, 49
§ 4	6	Verts/ALE	AN	-	141, 534, 22
Amendements à l'article 9					
§ 5, partie introductive	7	Verts/ALE	AN	-	169, 480, 48
Amendements à l'article 10					
§ 6, après l'alinéa 1	8	Verts/ALE	AN	-	162, 477, 57

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Amendements à l'article 20					
§ 4	9	Verts/ALE	AN	-	152, 504, 40
Amendements à l'article 23					
§ 4	10	Verts/ALE	AN	-	151, 506, 40
Amendements à l'article 24					
§ 2	11	Verts/ALE	AN	-	153, 497, 47
Amendements à l'article 26					
§ 2	13	Verts/ALE	AN	-	179, 491, 27
Amendements à l'article 33					
Ensemble de l'article	12	Verts/ALE	AN	-	136, 506, 55

36. Programme pour une Europe numérique II***

Recommandation pour la deuxième lecture: Valter Flego (A9-0119/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

37. Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) 2021-2027 II***

Recommandation pour la deuxième lecture: Nils Torvalds (A9-0130/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

38. Coopération administrative dans le domaine des droits d'accise en ce qui concerne le contenu des registres électroniques *

Rapport: Irene Tinagli (A9-0121/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Vote unique	AN	+	662, 3, 26

39. La pandémie de COVID-19 en Amérique latine

Propositions de résolution: B9-0238/2021, B9-0239/2021, B9-0240/2021, B9-0241/2021, B9-0242/2021, B9-0243/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B9-0239/2021 (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, députés)					
Après le § 5	1	The Left	AN	-	162, 458, 77
§ 11	§	texte original	div		
			1/AN	+	667, 8, 23
			2/AN	+	547, 76, 75
Après le § 11	2	The Left	AN	-	147, 489, 62
§ 13	3	Verts/ALE	AN	-	294, 379, 25
Considérant K	§	texte original	div		
			1/AN	+	650, 5, 42
			2/AN	+	497, 73, 126
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	597, 51, 43
Propositions de résolution des groupes politiques					
B9-0238/2021		The Left	AN	↓	
B9-0239/2021		PPE	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
B9-0240/2021		Verts/ALE	AN	↓	
B9-0241/2021		S&D	AN	↓	
B9-0242/2021		Renew	AN	↓	
B9-0243/2021		ECR	AN	↓	

Demandes de votes par division

ECR:

§ 11

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "demande aux gouvernements des deux régions et aux organisations internationales d'échanger avec les plateformes en ligne afin de trouver des solutions efficaces pour lutter contre l'«infodémie»; se félicite de la création de PortalCheck.org, un nouveau pôle de ressources en ligne pour les vérificateurs d'informations en Amérique latine et dans les Caraïbes, destiné à lutter contre la désinformation liée à la COVID-19 et soutenu par l'Union européenne;"

2ème partie ces termes

ECR, PPE:

considérant K

1ère partie "considérant que la crise causée par la pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités entre les hommes et les femmes; que l'Amérique latine affiche l'un des taux les plus élevés de violence sexiste au monde et que ce taux a augmenté au cours de la pandémie, les mesures de confinement ayant conduit à une forte hausse des violences domestiques, des viols et des féminicides;"

2ème partie "que la santé sexuelle et génésique n'a pas été considérée comme une priorité pendant la pandémie, ce qui constitue un obstacle sérieux au droit à la santé et met en danger la vie des femmes et des filles sur le continent;"

40. La Bolivie et l'arrestation de l'ancienne présidente Jeanine Añez ainsi que d'autres personnalités politiques

Propositions de résolution: B9-0244/2021, B9-0245/2021, B9-0246/2021, B9-0247/2021, B9-0248/2021, B9-0249/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B9-0244/2021 (PPE, Renew, ECR)					
§ 1	3	The Left	AN	-	131, 536, 28
Après le § 1	4	The Left	AN	-	52, 546, 99
Après le considérant B	1	The Left	AN	-	126, 542, 29
	2	The Left	AN	-	130, 531, 35
	5	The Left	AN	-	72, 564, 60
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	396, 267, 28
Proposition de résolution commune RC-B9-0245/2021 (S&D, Verts/ALE, The Left)					
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	↓	
Propositions de résolution des groupes politiques					
B9-0244/2021		PPE	AN	↓	
B9-0245/2021		The Left	AN	↓	
B9-0246/2021		Verts/ALE	AN	↓	
B9-0247/2021		S&D	AN	↓	
B9-0248/2021		Renew	AN	↓	
B9-0249/2021		ECR	AN	↓	

41. Lois sur le blasphème au Pakistan, en particulier le cas de Shagufta Kausar et de Shafqat Emmanuel

Propositions de résolution: B9-0253/2021, B9-0254/2021, B9-0255/2021, B9-0256/2021, B9-0257/2021, B9-0258/2021, B9-0259/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B9-0254/2021 (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left)					
Après le § 8	1	ECR	AN	-	213, 447, 34
§ 12	§	texte original	AN	+	678, 8, 10
Propositions de résolution (ensemble du texte)			AN	+	681, 3, 6
Propositions de résolution des groupes politiques					
B9-0253/2021		ID	AN	↓	
B9-0254/2021		The Left	AN	↓	
B9-0255/2021		Verts/ALE	AN	↓	
B9-0256/2021		S&D	AN	↓	
B9-0257/2021		Renew	AN	↓	
B9-0258/2021		PPE	AN	↓	
B9-0259/2021		ECR	AN	↓	

Demandes de vote séparé

ID: § 12

42. État prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2022

Rapport: Damian Boeselager (A9-0145/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 2	6	ID	AN	-	101, 577, 18
	§	texte original	div		
			1/AN	+	591, 100, 7
			2/AN	+	654, 12, 32
Après le § 2	7	ID	AN	-	109, 575, 12
§ 8	§	texte original	div		
			1/AN	+	583, 71, 44
			2/AN	+	515, 132, 50
§ 9	1	PPE	AN	-	288, 373, 37
§ 10	§	texte original	AN	+	617, 48, 33
§ 12	2S	PPE	AN	-	327, 362, 9
§ 16	§	texte original	div		
			1/AN	+	511, 137, 49
			2/AN	+	539, 80, 78
			3/AN	+	504, 144, 48
§ 27	§	texte original	AN	+	504, 143, 50
§ 28	§	texte original	AN	+	516, 140, 42
§ 37	8	ID	AN	-	108, 583, 5
Après le § 38	9	ID	AN	-	103, 551, 42
Après le § 40	10	Verts/ALE	AN	+	545, 97, 54
§ 51	4	The Left	AN	-	302, 330, 66

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 54	3S	PPE	AN	-	321, 345, 32
§ 56	5	S&D	AN	+	674, 18, 6
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	582, 91, 18

Demandes de vote séparé

ID: §§ 10, 27, 28

Renew: § 8

Demandes de votes par division

ID:

§ 2

1ère partie "approuve l'accord conclu pendant la conciliation entre le Bureau et la commission des budgets le 14 avril 2021, consistant, d'une part, à fixer à 2,4 % l'augmentation par rapport au budget 2021, ce qui porte le niveau global de son état prévisionnel pour 2022 à 2 112 904 198 EUR, et d'autre part,"

2ème partie "à diminuer le niveau des dépenses de l'avant-projet d'état prévisionnel approuvé par le Bureau le 8 mars 2021 de 18,85 millions d'euros et à réduire en conséquence les crédits proposés pour les lignes budgétaires suivantes: 1004 - Frais de voyage ordinaires: sessions, comités ou leurs délégations, groupes politiques et autres; 1405 01 - Dépenses d'interprétation: interprétation externe; 2007 01 - Construction d'immeubles et aménagement des locaux; 2022 - Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles; 2024 - Consommations énergétiques 2120 01 - Mobilier: achat, location, entretien et réparation de mobilier; 2140: Matériel et installations techniques; 3000 - Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel; 3040 - Frais divers de réunions internes; 3042 - Réunions, congrès, conférences et délégations; 3210 09 - Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques 3243 01 - Centres des visiteurs du Parlement européen: Parliamentarium et «Europa Experience»; 3244 01: Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers: frais de réception et subsides pour les groupes de visiteurs 4220 02 - Dépenses relatives à l'assistance parlementaire: rémunérations et indemnités des assistants accrédités - Statut des députés 4220 04 - Dépenses relatives à l'assistance parlementaire: frais de mission et de déplacement entre les trois lieux de travail et formation externe des assistants accrédités - Statut des députés"

PPE:

§ 8

1ère partie "plaide pour un développement du télétravail volontaire sur le plan du nombre de jours admissible et des fonctions concernées; préconise de privilégier les réunions hybrides ou exclusivement à distance lorsque celles-ci ne concernent pas des décisions politiques, telles que les auditions et les échanges de vues ou les réunions internes et les réunions préparatoires, et reconnaît, dans le même temps, que la présence physique est un gage d'efficacité dans les négociations politiques, y compris au regard des services d'interprétation, qu'il convient de fournir à distance si nécessaire; invite le secrétaire général à établir, dans le prolongement des mesures de continuité des activités liées à la COVID-19, un nouveau cadre souple pour la fourniture des services d'interprétation à distance pour la période post-COVID; relève que le temps excessif d'utilisation d'outils numériques peut avoir des effets négatifs sur le bien-être de certaines personnes; préconise de réviser les règles relatives aux missions d'ici la fin de 2022 afin de garantir que les missions sont approuvées sur la base des besoins réels et que leur autorisation est systématiquement motivée de manière précise, ainsi que de définir des exigences pour privilégier les modes de transport à faible intensité de carbone, sans entraver la bonne exécution du mandat des députés, et exclure les modes de transport les plus nocifs, à l'exception des cas extrêmes où des modes de transport de substitution pour les longs trajets ou vers des zones difficilement accessibles perturberaient l'équilibre entre l'objectif environnemental et l'efficacité des travaux parlementaires; réclame que l'autorisation des visites officielles des délégations soit subordonnée à l'organisation à distance exclusivement des réunions préparatoires et des sessions d'information postérieures aux visites, et que seules les visites de délégations prévues au programme soient autorisées à partir de 2022;"

2ème partie "demande au Bureau de veiller à ce que les réunions de commissions extraordinaires à Strasbourg soient strictement limitées à des circonstances exceptionnelles et à ce que celles-ci soient dûment justifiées avant d'être approuvées au cas par cas;"

Renew, PPE:
§ 16

1ère partie "rappelle que le siège unique bénéficie du soutien d'une large majorité de députés au Parlement, qui entend ainsi garantir que l'argent des contribuables de l'Union est utilisé de manière efficace et que l'institution assume la responsabilité qui lui incombe de réduire son empreinte carbone; rappelle la nécessité de trouver des solutions pour optimiser le travail de l'institution parlementaire, les coûts financiers ainsi que l'empreinte carbone;"

2ème partie "estime que l'expérience acquise ainsi que les investissements réalisés au regard des modalités de travail et de réunion à distance peuvent servir de fondement à l'adaptation des besoins en matière de missions du personnel;"

3ème partie "rappelle qu'en vertu du traité sur l'Union européenne, le Parlement européen doit avoir son siège à Strasbourg; observe que toute modification permanente nécessiterait une révision du traité, qui requiert l'unanimité;"

43. La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque

Propositions de résolution: B9-0235/2021, B9-0236/2021, B9-0237/2021, B9-0250/2021, B9-0251/2021, B9-0252/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B9-0236/2021 (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR)					
§ 9	§	texte original	div		
			1/AN	+	579, 48, 61
			2/AN	+	470, 119, 94
			3/AN	+	551, 59, 78
Après le § 15	2	Renew	AN	+	630, 6, 50
§ 17	§	texte original	div		
			1/AN	+	586, 70, 32
			2/AN	-	212, 427, 48
Après le § 17	3	ECR	AN	+	367, 211, 110
Après le § 21	4	ECR	AN	+	482, 177, 27
Après le considérant I	1	Renew	AN	+	548, 25, 113
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	569, 67, 46
Propositions de résolution des groupes politiques					
B9-0235/2021		The Left	AN	↓	
B9-0236/2021		Verts/ALE	AN	↓	
B9-0237/2021		Renew	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
B9-0250/2021		S&D	AN	↓	
B9-0251/2021		PPE	AN	↓	
B9-0252/2021		ECR	AN	↓	

Demandes de vote séparé

PPE: § 9

Demandes de votes par division

Renew:

§ 17

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "en cas de représailles contre la République tchèque ou tout autre État membre de l'Union"

2ème partie ces termes

S&D:

§ 9

1ère partie "demande instamment que l'Union réduise sa dépendance à l'égard de l'énergie russe"

2ème partie "et invite dès lors instamment les institutions de l'Union et tous les États membres à stopper la réalisation du gazoduc Nord Stream 2"

3ème partie "et à demander l'arrêt de la construction de centrales nucléaires controversées par Rosatom;"

Divers

Markéta Gregorová (groupe Verts/ALE), Radosław Sikorski (groupe PPE), Alexandr Vondra (groupe ECR) ont également soutenu la proposition de résolution commune RC-B9-0236/2021.

44. Cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie

Propositions de résolution: B9-0227/2021, B9-0228/2021, B9-0229/2021, B9-

0230/2021, B9-0231/2021, B9-0232/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B9-0227/2021 (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, députés)					
Après le § 2	7	The Left	AN	-	137, 526, 35
Après le § 5	5	ECR	AN	-	138, 549, 11
Après le § 6	8	The Left	AN	-	146, 520, 32
Après le § 9	6	ECR	AN	-	117, 539, 41
Après le § 17	9	The Left	AN	-	62, 500, 136
Considérant D	1	ECR	AN	-	102, 566, 30
Après le considérant F	2	ECR	AN	-	103, 566, 29
Après le considérant K	3	ECR	AN	-	104, 557, 37
	4	ECR	AN	-	106, 587, 5
Propositions de résolution (ensemble du texte)				+	553, 77, 60
Propositions de résolution des groupes politiques					
B9-0227/2021		PPE	AN	↓	
B9-0228/2021		The Left	AN	↓	
B9-0229/2021		Verts/ALE	AN	↓	
B9-0230/2021		Renew	AN	↓	
B9-0231/2021		S&D	AN	↓	
B9-0232/2021		ECR	AN	↓	

45. Garantie européenne pour l'enfance

Proposition de résolution: B9-0220/2021

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0220/2021 (commission EMPL)					
§ 2	2	ID	AN	-	110, 540, 46
§ 3	3	ID	AN	-	94, 598, 4
§ 4	§	texte original	div		
			1/AN	+	660, 6, 32
			2/AN	+	536, 117, 45
§ 5	§	texte original	div		
			1/AN	+	642, 34, 22
			2/AN	+	497, 59, 141
			3/AN	+	660, 27, 11
			4/AN	+	368, 315, 14
			5/AN	+	423, 246, 29
			6/AN	+	347, 339, 12
			7/AN	+	443, 223, 32
§ 6	§	texte original	div		
			1/AN	+	629, 59, 10
			2/AN	+	515, 113, 70
§ 8	§	texte original	div		
			1/AN	+	619, 62, 17
			2/AN	+	406, 247, 45
§ 10	§	texte original	div		
			1/AN	+	628, 21, 49

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	479, 136, 83
§ 12	§	texte original	div		
			1/AN	+	655, 7, 36
			2/AN	+	425, 234, 39
§ 15	§	texte original	div		
			1/AN	+	643, 20, 35
			2/AN	+	449, 156, 93
§ 16	§	texte original	div		
			1/AN	+	583, 37, 78
			2/AN	+	566, 82, 50
			3/AN	+	678, 6, 14
§ 20	§	texte original	AN	+	450, 223, 25
§ 23	§	texte original	div		
			1/AN	+	678, 7, 13
			2/AN	-	315, 378, 5
§ 24	§	texte original	div		
			1/AN	+	686, 6, 6
			2/AN	+	560, 110, 28
§ 26	§	texte original	div		
			1/AN	+	536, 97, 65
			2/AN	+	530, 68, 100
§ 28	§	texte original	div		
			1/AN	+	599, 33, 66
			2/AN	+	367, 317, 14
			3/AN	+	340, 333, 25

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 29	§	texte original	div		
			1/AN	+	583, 28, 87
			2/AN	+	544, 76, 78
§ 30	§	texte original	AN	+	421, 216, 61
Considérant E	§	texte original	div		
			1/AN	+	644, 21, 33
			2/AN	-	300, 387, 11
Considérant F	§	texte original	div		
			1/AN	+	514, 181, 3
			2/AN	+	478, 186, 34
			3/AN	+	353, 211, 134
Considérant G	1	ID	AN	-	131, 559, 6
Considérant R	§	texte original	div		
			1/AN	+	608, 44, 46
			2/AN	+	403, 246, 49
Considérant S	§	texte original	div		
			1/AN	+	656, 32, 10
			2/AN	+	407, 271, 20
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	510, 42, 139

Demandes de vote séparé

ID: § 8

PPE: §§ 20, 30

Demandes de votes par division

The Left

§ 16

- 1ère partie* "invite la Commission, conformément à son plan d'action relatif au socle européen des droits sociaux, à présenter une proposition de révision des objectifs de Barcelone et du cadre de qualité pour l'éducation et l'accueil de la petite enfance afin de soutenir la poursuite de la convergence vers le haut entre les États membres dans le domaine de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance; souligne le besoin d'initiatives de l'Union en faveur de l'apprentissage en ligne et à distance pour un enseignement primaire et secondaire plus flexible et inclusif, tout en préservant l'apprentissage en présentiel comme méthode principale d'enseignement garantissant l'accessibilité pour tous les enfants, en particulier les enfants handicapés; invite les États membres à réduire la fracture numérique en développant et en privilégiant la connectivité internet dans les zones reculées et rurales, étant donné que 10 % des ménages de l'Union n'ont toujours pas accès à l'internet;"
- 2ème partie* "demande la mise en place d'un partenariat public-privé au niveau paneuropéen afin d'investir dans la réduction de la fracture numérique et d'autonomiser les enfants grâce à des compétences numériques et entrepreneuriales;"
- 3ème partie* "souligne l'importance d'une égalité d'accès des enfants, des enseignants et des parents, ainsi que des enfants des régions éloignées et périphériques, aux infrastructures et aux compétences numériques, tant en milieu urbain que rural, afin d'éviter une fracture numérique; invite la Commission et les États membres à fournir un soutien financier aux domaines nécessitant une mise à niveau technologique et une formation numérique complète tant pour les enseignants que pour les étudiants, afin de leur permettre de s'adapter aux nouvelles technologies;"

Verts/ALE:

§ 24

- 1ère partie* "invite les États membres à élaborer des stratégies spécifiques visant à protéger les enfants contre les abus et l'exploitation sexuels en ligne, étant donné qu'en cas d'isolement, les enfants passent plus de temps en ligne, ce qui accroît le risque pour eux d'être victimes d'abus en ligne, notamment de pédopornographie et de harcèlement en ligne; invite instamment les États membres à mener des campagnes d'information à l'intention des parents et des enfants concernant les dangers auxquels les enfants sont exposés dans l'environnement en ligne;"
- 2ème partie* "invite la Commission et les États membres à collaborer étroitement avec les opérateurs du secteur privé pour financer le développement de nouvelles technologies permettant de repérer et d'éliminer les matériels contenant de la pédopornographie et des abus sexuels sur des enfants;"

PPE:

considérant E

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "plutôt qu'aux dépenses"

2ème partie ces termes

considérant R

1ère partie "considérant que la garantie pour l'enfance est l'une des initiatives phares en matière de politique sociale énumérées dans les orientations politiques de la Commission ainsi que dans son programme de travail pour 2021 et qu'elle doit encore être renforcée par de nouveaux outils législatifs ambitieux; que la question doit figurer à l'ordre du jour de la conférence sur l'avenir de l'Europe; que le socle européen des droits sociaux et la recommandation de la Commission de 2013 intitulée «Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité» restent des principes directeurs importants pour ce qui est de réduire la pauvreté des enfants, d'améliorer leur bien-être et de leur assurer un avenir stable, tout en réduisant les décrochages scolaires précoces; que, dans le plan d'action relatif à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, la Commission a fixé l'objectif de réduire le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union d'au moins 15 millions d'ici à 2030, dont au moins 5 millions d'enfants;"

2ème partie "que les stéréotypes de genre et le conditionnement social qui conduisent à l'apparition d'un «plafond des rêves» ou d'un fossé en matière de droits ainsi que l'absence de représentation des femmes aux postes de direction conditionnent les choix de carrière et d'éducation des filles dès leur plus jeune âge et contribuent dès lors à creuser les inégalités entre les hommes et les femmes et à accentuer la segmentation en fonction du genre dans certains secteurs du marché du travail, en particulier dans les métiers des sciences, des technologies, de l'ingénierie ou des mathématiques (STIM);"

considérant S

1ère partie "considérant que les collectivités locales et régionales sont en première ligne dans la lutte contre la pauvreté et l'exploitation des enfants, et qu'elles ont donc une responsabilité cruciale pour empêcher la marginalisation et l'exclusion sociale; que les autorités nationales devraient les doter de moyens suffisants pour atteindre ces objectifs"

2ème partie "chaque fois que cela s'avère nécessaire;"

§ 4

1ère partie

"estime qu'il est essentiel de réaliser des investissements considérables dans l'enfance afin d'éradiquer la pauvreté des enfants et de leur permettre de grandir et de jouir pleinement de leurs droits au sein de l'Union; souligne que pour y parvenir, il convient d'adopter une approche globale du développement de la petite enfance, en commençant par les 1 000 premiers jours qui devraient garantir la santé maternelle, y compris la santé mentale, la sûreté, la sécurité et la capacité à prodiguer des soins attentifs; invite les États membres à garantir l'adoption d'une démarche stratégique et globale pour la mise en œuvre de la garantie pour l'enfance au moyen de politiques et de ressources adéquates, y compris grâce à des mesures favorisant l'intégration sur le marché du travail et l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée des parents ou tuteurs, et à une aide au revenu pour les familles et les ménages, afin que les obstacles financiers n'empêchent pas les enfants d'accéder à des services de qualité;"

2ème partie

"demande la mise en place d'une stratégie européenne globale de lutte contre la pauvreté, comprenant des objectifs ambitieux pour réduire la pauvreté et le sans-abrisme et mettre fin à l'extrême pauvreté en Europe d'ici 2030, en particulier chez les enfants, dans le respect des principes énoncés dans le socle européen des droits sociaux et les ODD des Nations unies, tout en s'appuyant sur les objectifs principaux du plan d'action dudit socle;"

§ 6

1ère partie "invite les États membres à accorder la priorité au financement de l'Union en faveur des droits de l'enfant en fonction des besoins recensés aux niveaux national et régional et au-delà des affectations prédéfinies dans les programmes de financement de l'Union; invite les États membres à informer, à former et à soutenir les autorités locales et régionales de manière à leur permettre d'obtenir le financement de l'Union; invite les États membres à adopter une approche coordonnée en matière de programmation et de mise en œuvre des fonds de l'Union, à accélérer leur mise en œuvre et à consacrer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants toutes les ressources nationales possibles, complétées par des fonds de l'Union tels que le Fonds social européen plus (FSE+), l'aide à la relance en faveur de la cohésion et des territoires d'Europe (REACT-EU), la facilité pour la reprise et la résilience, le Fonds européen de développement régional (FEDER), InvestEU, Erasmus +, le Fonds «Asile et migration» (FAM) et le programme «L'UE pour la santé»; rappelle que les États membres doivent prévoir des mesures spécifiques consacrées aux investissements en faveur des enfants et des jeunes dans leurs plans nationaux de reprise et de résilience afin d'accéder au fonds, conformément au pilier «Next Generation» de la facilité pour la reprise et la résilience;"

2ème partie "rappelle les possibilités offertes par le plan de relance Next Generation EU de fournir une aide financière également aux organisations, par exemple aux organisations non gouvernementales et aux organisations caritatives, et d'apporter une assistance sociale aux familles dans le besoin; demande à cet égard à tous les États membres, et pas seulement à ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté des enfants, d'affecter au moins 5 % des ressources en gestion partagée du FSE+ au soutien des actions relevant de la garantie européenne pour l'enfance;"

§ 8

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion du terme: "permanent"

2ème partie ce terme

§ 10

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "demande la reprise rapide des négociations sur la directive horizontale antidiscrimination, qui constitue un outil essentiel à cet égard;"

2ème partie ces termes

§ 12

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion du terme: "permanents"

2ème partie ce terme

§ 15

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion du terme: "universels"

2ème partie ce terme

§ 23

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "l'Union et"
2ème partie ces termes

§ 26

1ère partie "rappelle que la proposition relative à des salaires minimaux adéquats vise à améliorer la situation des revenus des travailleurs, y compris des parents, et en particulier des femmes; rappelle que des conditions de travail décentes et des salaires équitables doivent compléter les mesures de lutte contre la pauvreté, y compris la garantie, tout en respectant les particularités nationales et la subsidiarité; estime qu'une telle approche améliorera le bien-être des enfants et réduira les inégalités dès le plus jeune âge, brisant ainsi le cycle de la pauvreté; rappelle aux États membres que la recommandation de la Commission concernant un soutien actif et efficace à l'emploi (C(2021)1372) fournit des orientations en vue d'une évolution progressive des mesures d'urgence prises pour préserver l'emploi pendant la pandémie vers des mesures nouvelles en faveur d'une reprise génératrice d'emplois et axée sur la croissance;"

2ème partie "accueille favorablement la proposition de directive sur la transparence des salaires, qui vise à réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes et donc à améliorer la stabilité financière des femmes et leur indépendance économique en général, mais aussi à permettre aux femmes concernées d'échapper à des situations de violence domestique;"

§ 28

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "invite la Commission à continuer de suivre les progrès accomplis dans le cadre du Semestre européen, notamment au moyen des indicateurs spécifiques du tableau de bord social et à formuler, le cas échéant, des recommandations par pays;" et "et un indicateur des recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen"

2ème partie "invite la Commission à continuer de suivre les progrès accomplis dans le cadre du Semestre européen, notamment au moyen des indicateurs spécifiques du tableau de bord social et à formuler, le cas échéant, des recommandations par pays;"

3ème partie "et un indicateur des recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen"

§ 29

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "notamment le secteur de l'économie sociale, les établissements d'enseignement, le secteur privé, les ONG et les organisations de la société civile, ainsi que les enfants et leurs parents eux-mêmes;"

2ème partie ces termes

The Left, PPE:
considérant F

1ère partie "considérant que la recherche montre que les investissements en faveur des enfants, par exemple dans des systèmes de qualité en matière d'éducation et d'accueil de la petite enfance, peuvent produire un retour sur investissement au niveau sociétal au moins quatre fois supérieur aux coûts initiaux des investissements, sans compter les bénéfices plus généraux pour les entreprises en matière de main-d'œuvre qualifiée, ou pour les systèmes de protection sociale libérés de dépenses supplémentaires pour tout enfant qui bénéficie de l'accès à l'inclusion sociale" à l'exclusion des termes: "entreprises en matière de"

2ème partie "entreprises en matière de"

3ème partie "que les procédures budgétaires devraient reconnaître les investissements en faveur des enfants comme une catégorie d'investissement séparée et distincte des dépenses sociales ordinaires;"

§ 5

- 1ère partie* "se félicite du fait que les avis et suggestions de plus de 10 000 enfants aient été pris en considération lors de l'élaboration de la stratégie européenne sur les droits de l'enfant; invite la Commission à faire entendre la voix des enfants ainsi que des institutions qui les représentent dans la mise en œuvre et le suivi de la garantie pour l'enfance aux niveaux national, régional et local, en leur permettant de participer pleinement à une consultation et à un dialogue publics constructifs et inclusifs et de s'exprimer sur des questions qui les concernent au niveau de l'Union, comme cela a été le cas lors du Forum pour les droits de l'enfant de 2020;"
- 2ème partie* "invite par conséquent tous les États membres à charger spécifiquement une autorité publique, par exemple un commissaire à l'enfance ou un médiateur, de mesurer les effets sur les enfants de la législation nationale et régionale, ainsi que des mesures nationales de mise en œuvre de la garantie pour l'enfance et, d'une manière générale, de promouvoir les droits de l'enfant dans les politiques publiques,"
- 3ème partie* "et invite la Commission à examiner la possibilité de créer une Autorité européenne pour l'enfance chargée de soutenir et de contrôler la mise en œuvre de la recommandation par les États membres, de coordonner les travaux au niveau national, d'assurer l'échange de bonnes pratiques et de solutions innovantes et de rationaliser les rapports et les recommandations;" à l'exclusion des termes: "examiner la possibilité de créer une Autorité européenne pour l'enfance chargée de", "et de contrôler", "de coordonner les travaux au niveau national" et "et de rationaliser les rapports et les recommandations"
- 4ème partie* "examiner la possibilité de créer une Autorité européenne pour l'enfance chargée de"
- 5ème partie* "et de contrôler"
- 6ème partie* "de coordonner les travaux au niveau national"
- 7ème partie* "et de rationaliser les rapports et les recommandations"

46. L'accessibilité et le caractère abordable des tests de dépistage de la COVID-19

Propositions de résolution: B9-0233/2021, B9-0234/2021/rev

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B9-0234/2021/rev (PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left)					
§ 1	§	texte original	div		
			1/AN	+	650, 22, 25

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	623, 26, 48
§ 3	2	Verts/ALE, The Left	AN	+	475, 149, 73
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
			2/AN	↓	
Après le § 3	3	Verts/ALE, The Left	AN	-	178, 452, 67
§ 6	§	texte original	div		
			1/AN	+	661, 18, 18
			2/AN	+	592, 59, 46
			3/AN	+	581, 97, 19
§ 9	4	ECR	AN	-	132, 543, 22
	§	texte original	div		
			1/AN	+	536, 83, 78
			2/AN	+	668, 7, 22
			3/AN	+	618, 31, 48
Considérant D	§	texte original	AN	+	538, 86, 73
Considérant Q	1	Verts/ALE, The Left	AN	+	555, 115, 27
Considérant V	§	texte original	div		
			1/AN	+	623, 49, 25
			2/AN	+	526, 148, 23

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Considérant X	§	texte original	AN	+	597, 33, 67
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	+	616, 29, 45
Proposition de résolution B9-0233/2021 (ID)					
Proposition de résolution (ensemble du texte)			AN	↓	

Demandes de vote séparé

ECR: § 3; considérants D, X

ID: considérants V, X

Demandes de votes par division

ECR:

considérant V

1ère partie "considérant que la Commission a acheté conjointement des vaccins contre la COVID-19 au nom de tous les États membres"

2ème partie "garantissant ainsi l'accessibilité et des prix plus bas pour tous;"

ID:

§ 1

1ère partie "invite les États membres à assurer la disponibilité de tests universels, accessibles, rapides et gratuits"

2ème partie "afin de garantir le droit à la libre circulation au sein de l'Union sans discrimination fondée sur les moyens économiques ou financiers dans le cadre du certificat COVID-19 de l'Union, conformément à l'article 3 du mandat du Parlement pour les négociations sur la proposition de certificat vert numérique; souligne la menace de discrimination financière à laquelle les citoyens et résidents de l'Union non immunisés seraient sinon soumis une fois le certificat COVID-19 entré en vigueur;"

§ 3

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "la Commission et"

2ème partie ces termes

§ 6

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "dans le cadre de l'incubateur de l'Autorité européenne de préparation et de réaction aux situations d'urgence en matière de santé (HERA)" et "pour les enfants et les groupes vulnérables"

2ème partie "dans le cadre de l'incubateur de l'Autorité européenne de préparation et de réaction aux situations d'urgence en matière de santé (HERA)"

3ème partie "pour les enfants et les groupes vulnérables"

§ 9

- 1ère partie* "invite les États membres et la Commission à acquérir conjointement des kits de diagnostic et à signer des contrats conjoints avec des prestataires de services de laboratoire d'analyses médicales afin d'accroître la capacité de dépistage de la COVID-19 à l'échelon européen;"
- 2ème partie* "souligne la nécessité de garantir un niveau élevé de transparence et de contrôle des marchés publics dans le domaine de la santé;"
- 3ème partie* "observe qu'il est essentiel de veiller à ce que la Commission se réserve un budget suffisant pour acquérir les équipements visés au présent paragraphe afin de lui permettre d'agir rapidement et de manière convaincante;"

47. Relations UE-Inde

Rapport: Alviina Alametsä (A9-0124/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 1, point k	5	The Left	AN	-	30, 623, 41
§ 1, point o	6	The Left	AN	-	62, 616, 16
§ 1, point w	7	The Left	AN	-	51, 623, 20
§ 1, point y	8	The Left	AN	-	37, 611, 46
§ 1, point ac	1	ID	AN	-	108, 575, 9
§ 1, après le point am	9	The Left	AN	-	91, 540, 63
§ 1, après le point ao	10	The Left	AN	-	55, 593, 46
§ 1, point aw	11	The Left	AN	-	259, 363, 72
Considérant E	2	The Left	AN	-	39, 633, 22
Après le considérant M	3	The Left	AN	-	77, 561, 56
	4	The Left	AN	-	62, 595, 37
Recommandation			AN	+	594, 34, 63

48. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Commission européenne et agences exécutives

Rapport: Joachim Kuhs (A9-0117/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	504, 178, 16
Proposition de résolution					
§ 1	45	ID	AN	-	117, 525, 53
	§	texte original	div		
			1/AN	+	688, 5, 5
			2/AN	+	520, 115, 63
§ 2	§	texte original	AN	+	544, 145, 9
§ 9	86	PPE	AN	+	556, 82, 60
Après le § 11	87	PPE	AN	+	513, 169, 16
§ 14	46	ID	AN	-	93, 599, 4
§ 15	47	ID	AN	-	88, 597, 11
§ 19	§	texte original	div		
			1/AN	+	609, 71, 18
			2/AN	+	473, 209, 16
§ 21	1	S&D	AN	+	611, 77, 10
Après le § 23	50	The Left	AN	-	320, 359, 19
§ 25	88	PPE	AN	+	601, 82, 15
§ 30	48	ID	AN	-	106, 587, 3
§ 37	2	S&D	AN	-	246, 444, 8
	§	texte original	div		
			1/AN	+	687, 6, 5

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	448, 242, 8
§ 43	3	S&D	AN	-	255, 377, 66
	§	texte original	div		
			1/AN	+	636, 39, 23
			2/AN	+	387, 294, 17
§ 47	4	S&D	AN	+	409, 285, 4
§ 66	§	texte original	div		
			1/AN	+	678, 9, 11
			2/AN	+	612, 47, 39
Après le § 69	51	The Left	AN	+	426, 205, 67
§ 102	5	S&D	AN	-	145, 547, 6
Après le § 105	52	The Left	AN	+	346, 341, 11
§ 110	89	PPE	AN	-	330, 360, 8
§ 113	49	ID	AN	-	122, 560, 14
§ 131	6	S&D	AN	+	374, 318, 6
§ 173	90	PPE	AN	+	498, 181, 19
§ 200	7	S&D	AN	-	243, 450, 5
§ 205	8S	S&D	AN	-	145, 549, 4
§ 231	9S	S&D	AN	-	309, 374, 15
§ 232	10S	S&D	AN	-	267, 421, 10
§ 233	11	S&D	AN	-	248, 413, 37
§ 234	12	S&D	AN	-	255, 403, 39
§ 235	13	S&D	AN	-	244, 403, 50
§ 270	§	texte original	div		
			1/AN	+	587, 44, 66

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	419, 222, 56
§ 274	91S	PPE	AN	-	206, 486, 6
§ 279	14S	S&D	AN	-	163, 526, 9
§ 281	92	PPE	AN	-	212, 478, 8
§ 282	15S	S&D	AN	-	269, 424, 5
§ 287	§	texte original	AN	+	489, 141, 66
§ 304	95	PPE	AN	+	507, 152, 37
§ 307	§	texte original	AN	+	453, 155, 90
Après le § 339	16	S&D	AN	-	284, 383, 31
§ 340	17	S&D	AN	+	369, 313, 16
Après le § 340	53	The Left	AN	-	174, 507, 17
§ 341	§	texte original	AN	+	636, 28, 32
§ 342	§	texte original	AN	+	635, 8, 55
§ 344	§	texte original	AN	+	655, 14, 29
§ 345	§	texte original	AN	+	585, 72, 39
§ 351	§	texte original	div		
			1/AN	+	525, 134, 39
			2/AN	+	612, 53, 33

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 352	§	texte original	AN	+	397, 255, 46
Après le § 352	96	PPE	AN	+	495, 130, 73
§ 356	18	S&D	AN	-	249, 396, 53
§ 357	19	S&D	AN	-	263, 385, 50
§ 358	20	S&D	AN	-	262, 385, 50
§ 359	21	S&D	AN	-	205, 442, 50
§ 360	22	S&D	AN	-	216, 430, 51
§ 371, partie introductive	23	S&D	AN	-	286, 406, 5
	39	Verts/ALE	AN	-	213, 475, 9
§ 371, avant le tiret 1	40	Verts/ALE	AN	-	143, 502, 52
§ 371, tiret 2	24	S&D	AN	-	230, 458, 9
§ 371, tiret 4	54	The Left	AN	-	289, 368, 40
§ 371, tiret 7	93	PPE	AN	-	270, 382, 45
§ 372	41	Verts/ALE	AN	+	594, 83, 20
Après le § 388	97	PPE	div		
			1/AN	+	628, 7, 60
			2/AN	+	415, 195, 85
§ 393	§	texte original	AN	+	439, 207, 50
Après le § 396	55	The Left	AN	-	311, 378, 6
	56	The Left	AN	-	285, 405, 6
	57	The Left	AN	-	281, 396, 19

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations	
§ 403	25-32	S&D	AN	-	245, 413, 39	
§ 415	33	S&D	AN	-	141, 550, 6	
§ 416	34S= 42S= 58S=	S&D Verts/ALE The Left	AN	-	267, 400, 30	
§ 419	59	The Left	AN	-	188, 492, 17	
Après le § 419	60	The Left	AN	-	186, 490, 20	
	61	The Left	AN	-	157, 513, 26	
Après le § 420	62	The Left	AN	-	179, 498, 19	
Après le § 422	63	The Left	AN	-	142, 536, 18	
	64	The Left	AN	-	165, 519, 12	
	65	The Left	AN	-	156, 530, 8	
§ 423, après le tiret 3	66	The Left	AN	-	166, 517, 13	
	67	The Left	AN	-	284, 404, 7	
§ 424, après le tiret 3	68	The Left	AN	-	272, 413, 10	
	69	The Left	AN	-	294, 388, 14	
§ 424, tiret 4	70S	The Left	AN	-	222, 470, 4	
Après le § 433	71	The Left	AN	-	311, 345, 40	
Après le § 436	72	The Left	AN	-	288, 394, 14	
§ 438	43S= 73S=	Verts/ALE The Left	AN	-	256, 421, 19	
	35	S&D	AN	-	303, 385, 8	
	§	texte original	div			
			1/AN	+	420, 258, 19	
			2/AN	-	259, 426, 12	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Après le § 438	74	The Left	AN	-	301, 358, 37
Après le § 464	36	S&D	AN	-	266, 315, 116
Après le § 465	75	The Left	AN	-	268, 411, 18
	76	The Left	AN	-	288, 392, 16
Après le § 467	77	The Left	AN	-	256, 411, 29
	78	The Left	AN	-	325, 358, 13
Après le § 473	79	The Left	AN	-	322, 362, 12
§ 480	§	texte original	div		
			1/AN	+	518, 160, 18
			2/AN	+	406, 273, 18
§ 482	§	texte original	div		
			1/AN	+	588, 49, 60
			2/AN	-	239, 393, 64
§ 485	37	S&D	AN	-	271, 421, 5
§ 490	38S	S&D	AN	-	175, 513, 9
§ 492	§	texte original	div		
			1/AN	+	650, 36, 11
			2/AN	+	587, 99, 11
§ 494	§	texte original	div		
			1/AN	+	473, 208, 16
			2/AN	+	372, 305, 19
Après le § 512	80	The Left	AN	+	347, 339, 11
	81	The Left	AN	+	415, 266, 16
Après le § 513	82	The Left	AN	+	489, 182, 26
	83	The Left	AN	+	429, 196, 72

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 516	94S	PPE	AN	-	293, 397, 7
§ 517	§	texte original	AN	+	405, 215, 77
Après le § 520	84	The Left	AN	+	509, 166, 22
	85	The Left	AN	-	301, 371, 25
Proposition de résolution			AN	+	362, 164, 156

Demandes de vote séparé

ID: §§ 2, 287, 393

Renew: §§ 307, 341, 342, 344, 345, 352, 517

Demandes de votes par division

ID:

§ 1

1ère partie "souligne, à l'égard de l'exécution du budget de l'Union, qu'il importe de respecter le principe de bonne gestion financière consacré à l'article 317 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE),"

2ème partie "ainsi que de réaliser les priorités et les objectifs des programmes qui contribuent à renforcer l'intégration européenne et à créer une Union toujours plus étroite;"

§ 66

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "prend acte de l'explication de la Commission selon laquelle le taux d'absorption moindre est en partie lié à l'adoption tardive du règlement portant dispositions communes (RDC), au temps nécessaire aux autorités pour mettre en place un programme de réalisation et des systèmes de conformité efficaces, et aux changements intervenus dans les règlements au cours de la période de programmation 2014-2020, tels que le niveau élevé de préfinancement annuel et la nouvelle règle des dégagements d'office (règle n+3);"

2ème partie ces termes

§ 492

1ère partie "note que la réforme du statut du personnel de 2014 a permis des économies de 4,2 milliards sur le CFP 2014-2020, ce qui représente 0,4 % de l'ensemble du CF; rappelle que la réforme de 2014 a eu des effets négatifs indéniables sur le personnel, ce qui a été confirmé par la Cour en 2019, et regrette qu'il soit pratiquement impossible de connaître leur coût financier, ce qui permettrait d'avoir une image réaliste des économies réalisées; prend note des différentes politiques et actions conçues par la Commission pour atténuer les effets négatifs et espère que la nouvelle stratégie des ressources humaines de la Commission qui sera adoptée en 2021 reflétera les enseignements tirés;"

2ème partie "rappelle les graves conséquences que toute compression budgétaire au niveau de l'administration ou réduction du personnel peut avoir sur l'avenir de la fonction publique européenne et la mise en œuvre des politiques de l'Union;"

§ 494

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "souligne, à titre d'exemple pertinent, que 16 candidats aptes sur les 200 sélectionnés par le parquet européen ont décliné l'offre d'emploi au motif que le salaire n'est pas suffisamment élevé pour vivre à Luxembourg;"

2ème partie ces termes

Renew:

§ 19

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "dans des pays tels que la Bulgarie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Roumanie"

2ème partie ces termes

§ 37

1ère partie "rappelle l'écart croissant entre engagements et paiements ainsi que l'augmentation de la taille du budget de l'Union (étude de cas rapide de la Cour, «Gros plan sur les engagements restant à liquider dans le budget de l'UE»), ce qui constitue également un défi important pour l'autorité de décharge; constate que le budget à long terme de l'Union est passé de 1 083 à 1 800 milliards d'EUR pour la période 2021-2027, y compris le plan de relance NextGenerationEU; invite la Commission à surveiller la mise en œuvre des plans nationaux de relance et de résilience à intervalles réguliers afin de s'assurer que les règles relatives aux aides d'État sont respectées et à en informer l'autorité de décharge;"

2ème partie "souligne que le non-respect de cette demande pourrait entraîner un refus de la procédure de décharge en 2020;"

§ 43

1ère partie "est préoccupé par l'insuffisance actuelle des effectifs pour faire face à l'augmentation du budget de l'Union; souligne qu'un renforcement des capacités administratives de la Cour et des secrétariats concernés du Parlement européen est indispensable;"

2ème partie "souligne que le non-respect de ces exigences pourrait conduire à un refus de la décharge 2020;"

§ 270

1ère partie "est préoccupé par l'avis de la Cour selon lequel il existe de bonnes raisons de penser que l'Union n'atteindra pas les objectifs en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030; note que, d'après la Commission, les progrès n'ont été que limités en ce qui concerne la réduction des incidences néfastes sur l'environnement dues à l'utilisation des ressources naturelles; souligne l'observation de la Cour selon lequel la moitié des États membres de l'Union risquaient de ne pas produire suffisamment d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables pour pouvoir atteindre leurs objectifs pour 2020; relève que, dans son analyse panoramique de l'action de l'UE dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, la Cour a indiqué que la réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue par les États membres ne permettrait pas d'atteindre l'objectif des 40 % en 2030;"

2ème partie "invite la Commission à procéder à une nouvelle évaluation des résultats, en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et du pacte vert pour l'Europe;"

§ 351

1ère partie "demeure vivement préoccupé à la suite de rapports faisant état de la captation, par des dirigeants autocratiques et leurs acolytes, de fonds destinés à l'agriculture; réaffirme qu'il s'agit là d'une situation profondément injuste pour les contribuables de l'Union européenne et plus particulièrement pour les petits agriculteurs et les communautés rurales;"

2ème partie "souligne que la lutte contre la corruption et contre la fraude devrait faire partie intégrante de la PAC;"

§ 480

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "indépendantes et rendues publiques"

2ème partie ces termes

PPE:

§ 438

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est;"

2ème partie ces termes

S&D:

amendement 97

1ère partie "souligne que les bénéficiaires des programmes en faveur des droits, de l'égalité et de la citoyenneté au titre du budget de l'Union doivent respecter les normes les plus élevées en matière d'état de droit, d'indépendance des médias et de liberté d'expression;"

2ème partie "déploie que Farid Hafez, spécialiste des sciences politiques autrichien, ait reçu à plusieurs reprises des financements du budget de l'Union, malgré ses liens étroits avec les Frères musulmans et le gouvernement turc, qui tentent de réduire au silence les journalistes indépendants et de mettre fin à la liberté des médias en prétextant qu'ils sont islamophobes; invite la Commission à modifier les critères d'éligibilité aux programmes en faveur des droits, de l'égalité et de la citoyenneté au titre du budget de l'Union afin d'empêcher les personnes et les organisations qui ont des opinions aussi inquiétantes de recevoir un financement de l'Union;"

ID, PPE:

§ 482

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "compte renforcer son rôle dans le développement en créant une agence spécifique à cet effet et pourrait devenir la principale entité chargée des politiques de développement dans le cadre de la nouvelle architecture financière de l'Union,"

2ème partie ces termes

Divers

L'amendement 44 a été annulé.

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

Le vote sur la décision de décharge couvre la Commission et les agences exécutives (règlement (CE) n° 58/2003, article 14, paragraphe 3, et règlement (CE) n° 1653/2004, article 66, paragraphe 2).

49. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Parlement européen

Rapport: Petri Sarvamaa (A9-0044/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	612, 83, 3
Proposition de résolution					
Après le § 1	1	ID	AN	-	279, 413, 7
§ 16	22	S&D	AN	+	431, 264, 6
§ 20	23	S&D	AN	+	552, 110, 39
§ 25	9	PPE	AN	-	282, 397, 21
Après le § 25	19	The Left	AN	-	295, 391, 14
Après le § 31	24	S&D	AN	+	632, 42, 27
§ 33	25	S&D	AN	-	255, 419, 27
§ 35	26	S&D	AN	+	343, 248, 110
Après le § 36	27	S&D	AN	+	392, 249, 60
§ 37	2	ID	AN	-	93, 590, 16
§ 38	§	texte original	AN	+	496, 178, 27
§ 43	§	texte original	AN	+	601, 84, 16
§ 46	3	ID	AN	-	80, 585, 34
Après le § 46	4	ID	AN	-	66, 599, 34
§ 49	10	PPE	AN	+	592, 65, 44
	§	texte original	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 50	28	S&D	AN	+	639, 52, 10
Après le § 51	5	ID	AN	-	329, 360, 10
§ 54	29	S&D	AN	+	404, 232, 64
§ 57	6	ID	AN	-	92, 599, 8
§ 65	7	ID	AN	-	158, 532, 9
	§	texte original	div		
			1/AN	+	634, 58, 9
2/AN	+	460, 232, 9			
§ 71	30	S&D	AN	+	627, 37, 37
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
2/AN	↓				
§ 73	8	ID	AN	-	119, 576, 4
§ 74	31	S&D	AN	+	375, 294, 32
Après le § 86	40	Verts/ALE	AN	+	374, 293, 34
	41	Verts/ALE	AN	+	606, 30, 65
§ 94	§	texte original	AN	+	389, 284, 28
§ 95	115	PPE	AN	-	250, 440, 11
Après le § 95	42	Verts/ALE	AN	-	330, 355, 16
Après le § 106	20	The Left	AN	-	291, 379, 31
§ 110	§	texte original	AN	+	363, 308, 30
§ 112	§	texte original	div		
			1/AN	+	605, 80, 15
			2/AN	+	635, 29, 37

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 115	§	texte original	div		
			1/AN	+	682, 2, 17
			2/AN	+	536, 133, 32
§ 116	§	texte original	AN	+	459, 219, 23
§ 120	32	S&D	AN	+	626, 7, 68
§ 124	33	S&D	AN	+	648, 20, 33
§ 126	§	texte original	div		
			1/AN	+	677, 21, 3
			2/AN	+	431, 255, 15
§ 127	§	texte original	div		
			1/AN	+	596, 58, 47
			2/AN	+	552, 121, 26
Après le § 127	43	Verts/ALE	AN	+	606, 48, 47
§ 129	§	texte original	div		
			1/AN	+	678, 14, 9
			2/AN	+	470, 152, 76
§ 131	§	texte original	AN	+	672, 25, 4
Après le § 133	34	S&D	AN	+	371, 299, 31
§ 135	§	texte original	div		
			1/AN	+	654, 13, 34
			2/AN	+	344, 298, 59

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Après le § 136	12	PPE	AN	+	356, 213, 132
Après le § 138	35	S&D	AN	+	533, 146, 21
Après le § 139	36	S&D	AN	+	531, 67, 103
Sous-titre	§	texte original	AN	+	465, 113, 121
§ 140	§	texte original	div		
			1/AN	+	487, 151, 62
			2/AN	+	628, 45, 28
			3/AN	+	508, 142, 49
§ 141	§	texte original	AN	+	409, 257, 35
§ 142	§	texte original	div		
			1/AN	+	491, 157, 52
			2/AN	+	484, 135, 79
			3/AN	+	454, 184, 61
§ 143	§	texte original	div		
			1/AN	+	567, 86, 43
			2/AN	+	424, 238, 38
Après le § 143	13	PPE	AN	-	291, 356, 54
§ 145	14	PPE	AN	+	529, 123, 49
§ 147	15S	PPE	AN	+	341, 294, 66
	16	PPE	AN	↓	
§ 148	17S	PPE	AN	+	359, 277, 64
	18	PPE	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 150	37	S&D	AN	-	282, 380, 39
§ 151	38	S&D	AN	-	175, 484, 42
§ 152	§	texte original	div		
			1/AN	+	647, 20, 34
			2/AN	+	461, 205, 35
§ 164	§	texte original	AN	+	508, 134, 58
Après le § 168	21	The Left	div		
			1/AN	+	495, 160, 45
			2/AN	+	428, 171, 102
§ 177	§	texte original	div		
			1/AN	+	604, 37, 60
			2/AN	+	591, 18, 91
			3/AN	+	577, 50, 74
§ 178	§	texte original	AN	+	522, 122, 57
§ 179	44	Verts/ALE	AN	-	328, 334, 38
	§	texte original	AN	+	402, 180, 118
§ 180	45	Verts/ALE	div		
			1/AN	+	357, 253, 89
			2/AN	+	355, 250, 93
	§	texte original	AN	↓	
§ 181	46	Verts/ALE	AN	+	326, 324, 50
	§	texte original	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Après le § 195	47	Verts/ALE	AN	+	395, 293, 12
	48	Verts/ALE	AN	+	389, 301, 11
Proposition de résolution			AN	+	564, 90, 37

Demandes de vote séparé

Renew: §§ 141, 143, 164

ID: §§ 38, 43, 49, 131, 140, 141, 143, 178, 179, 180, 181

PPE: §§ 94, 110, 116, 141, 142; sous-titre avant le § 140 (Dispersion géographique du Parlement - Siègle unique)

Demandes de votes par division

Renew:

§ 142

1ère partie "attire l'attention sur une étude soumise dernièrement à la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement; met en exergue les conclusions de cette étude, selon lesquelles le Parlement devra de toute évidence envisager de réunir ses activités en un seul et même site pour parvenir à la neutralité carbone;"

2ème partie "rappelle que le Parlement s'est engagé à réduire son empreinte carbone dans sa résolution du 28 novembre 2019; rappelle qu'il a proclamé l'état d'urgence climatique et environnemental dans la même résolution;"

3ème partie "constate que Bruxelles est le principal pôle d'activité du Parlement ainsi que la ville où sont établis le Conseil et la Commission, mais également d'autres parties prenantes, ONG, organisations de la société civile et représentations des États membres; estime par conséquent qu'il n'est ni viable ni légitime de conserver le siège du Parlement à Strasbourg;"

§ 177

1ère partie

"rappelle également l'article 11, paragraphe 4, du règlement intérieur du Parlement, tel qu'adopté par le Bureau le 11 mars 2019, qui dispose que «Le Bureau met à disposition l'infrastructure nécessaire sur la page du site internet du Parlement consacrée aux députés pour ceux d'entre eux qui souhaitent publier volontairement, conformément aux règles applicables du statut des députés et de ses mesures d'application, un audit ou une confirmation montrant que leur utilisation de l'indemnité de frais généraux est conforme aux règles applicables du statut des députés et de ses mesures d'application»; fait observer qu'une telle publication est optionnelle, individuelle et sous l'entière responsabilité des députés, et que l'administration du Parlement n'est donc pas responsable de la compilation des informations fournies;"

2ème partie

"les services du Parlement à rappeler chaque année aux députés que cette possibilité existe;"

3ème partie

"demande au Parlement d'informer régulièrement l'autorité de décharge du nombre de députés suivant ces recommandations afin de rendre plus transparente et plus responsable la manière dont est dépensé l'argent des contribuables;"

ID:

§ 112

1ère partie

"est préoccupé par le manque de diversité au sein du personnel du Parlement; invite le secrétaire général à s'atteler en priorité à remédier à ce problème;"

2ème partie

"prend acte de la difficulté de recruter des spécialistes de l'informatique et de la finance, ainsi que de recruter des agents aux grades inférieurs à Luxembourg, notamment dans la catégorie AST-SC; souligne qu'il convient de mettre en place un coefficient correcteur tenant compte du coût de la vie plus élevé dans cette ville ainsi que de recruter à des grades plus élevés afin de résoudre ce problème structurel, et réitère, à cet égard, la demande en ce sens adressée à la Commission à l'occasion de la procédure de décharge pour l'exercice 2018; souligne qu'une analyse factuelle préliminaire adressée par la Cour au secrétaire général à cet égard montre que le processus de sélection organisé par l'Office européen de sélection du personnel n'est pas adapté aux concours ciblés de petite envergure, qui sont les plus indiqués pour répondre aux besoins actuels de recrutement des institutions de l'Union; est satisfait de la participation active du Parlement aux efforts déployés à l'échelon interinstitutionnel pour revoir les modalités de concours actuellement mises en œuvre par l'Office européen de sélection du personnel; plaide pour l'élaboration d'un nouveau cadre de sélection pour les concours spécialisés et pour l'introduction d'un mécanisme de réexamen régulier du processus de sélection; invite le secrétaire général à organiser des concours spécialisés en interne s'il y a lieu;"

§ 115

- 1ère partie* "salue le fait que l'action en faveur de l'égalité des chances constitue un élément essentiel de la politique des ressources humaines du Parlement; qui facilite l'accès des personnes handicapées à l'emploi et renforce leur intégration;"
- 2ème partie* "exprime sa satisfaction quant au fait que la feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes continue d'être mise en œuvre au moyen d'actions concrètes et que le Bureau a approuvé, le 13 janvier 2020, une série d'objectifs en matière d'équilibre hommes-femmes aux postes d'encadrement supérieur et intermédiaire du secrétariat général du Parlement, à atteindre à l'horizon 2024, à savoir 50 % de femmes à des postes de chef d'unité et de directeur, et 40 % à des postes de directeur général; souligne que le Bureau doit aller plus loin dans son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en fixant des objectifs plus ambitieux à l'horizon 2022, à savoir 50 % de femmes à des postes de chef d'unité et de directeur, et 50 % à des postes de directeur général; invite également le Bureau à formuler des objectifs ambitieux en ce qui concerne les postes d'encadrement inférieurs;"

§ 129

- 1ère partie* "est favorable au lancement d'une campagne de sensibilisation en 2019 à l'appui d'une politique de tolérance zéro en matière de harcèlement au travail; prend acte de la politique de tolérance zéro du Parlement à l'égard du harcèlement à tous les niveaux, notamment des agents, des députés et des APA; relève qu'après les élections de 2019, tous les députés ont dû signer une déclaration confirmant leur engagement à respecter le code de bonne conduite intégré au règlement intérieur du Parlement en janvier 2019; déplore toutefois l'ouverture de dix nouvelles enquêtes pour harcèlement en 2019, dont quatre pour harcèlement sexuel; se félicite que le Parlement montre l'exemple en proposant aux députés, sur une base volontaire, une formation sur la dignité et le respect sur le lieu de travail;"
- 2ème partie* "regrette vivement, à cet égard, que le Bureau ait refusé d'instituer un programme obligatoire de prévention du harcèlement à l'intention de tous les membres du personnel et députés et se soit ainsi opposé à la volonté exprimée en plénière à plusieurs reprises; presse le Bureau de donner suite à cette demande sans délai;"

PPE:

§ 65

- 1ère partie* ensemble du texte à l'exclusion des termes: "en tant que critères de référence principaux"
- 2ème partie* ces termes

§ 71

- 1ère partie* ensemble du texte à l'exclusion des termes: "une entreprise qui importe ces caméras depuis la province chinoise du Xinjiang, où elles sont fabriquées"
- 2ème partie* ces termes

§ 126

1ère partie

"se félicite de l'élaboration de mesures qui contribuent à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, notamment des possibilités de télétravail étendues pour le personnel du Parlement et des mesures en faveur du bien-être au travail; insiste toutefois sur l'importance de la présence physique au Parlement;"

2ème partie

"souligne que le télétravail et le vote en ligne contribuent à réduire davantage l'empreinte carbone du Parlement; insiste sur la nécessité de permettre au personnel et aux députés du Parlement de participer à des réunions dites «hybrides» et à voter en ligne à l'avenir; invite le Bureau à continuer de fournir des mécanismes à l'appui de cette formule de travail;"

§ 135

1ère partie

"souligne que la crise de la COVID-19 a entraîné l'adoption de décisions ayant une incidence directe sur le personnel du Parlement, et notamment sur le personnel des sous-traitants et le personnel indépendant; attire notamment l'attention, à cet égard, sur la décision de fermer la Maison de l'histoire européenne, les sites Europa Experience et les bureaux de liaison de l'Union européenne ainsi que la modification des conditions de travail des interprètes indépendants et du personnel de nettoyage et de restauration; reconnaît que, compte tenu de la situation actuelle liée à la propagation de la COVID-19, les institutions, dont le Parlement, doivent adopter des décisions de manière rapide et non bureaucratique afin d'empêcher toute nouvelle propagation du virus et d'assurer la sécurité de son personnel; invite cependant le Parlement à assumer ses responsabilités sociales dans chacune de ses décisions"

2ème partie

"afin d'éviter ou de compenser toute modification de revenu et d'éviter à tout prix le licenciement de personnes travaillant dans les locaux du Parlement en raison du coronavirus;"

§ 143

1ère partie

"rappelle que la crise de la COVID-19 constitue une situation de force majeure qui a obligé le Parlement à supprimer une bonne partie de ses douze périodes de session à Strasbourg du calendrier parlementaire de 2020;"

2ème partie

"réaffirme que le coût et les conséquences sanitaires de la crise de la COVID-19 ne doivent pas s'ajouter au coût des déplacements à Strasbourg; presse vivement les États membres, par dérogation au traité, de ne pas insister sur la tenue de périodes de session compensatoires à Strasbourg;"

§ 152

1ère partie "est favorable à l'utilisation du système de management environnemental et d'audit (EMAS), instrument de gestion de l'Union à l'intention des organisations publiques et privées permettant d'évaluer et d'améliorer leurs performances environnementales conformément au règlement (CE) n° 1221/2009; fait observer que le Parlement a été la première institution de l'Union à devenir neutre en carbone en 2016 en compensant 100 % de ses émissions irréductibles; soutient les mesures adoptées afin de réduire encore les émissions du Parlement,"

2ème partie "y compris le recours plus généralisé au télétravail dans l'ensemble des directions générales, la décision de limiter et d'optimiser la durée des missions et les initiatives visant à promouvoir l'utilisation des moyens de transport durables, en augmentant par exemple le nombre d'emplacements de stationnement pour bicyclettes;"

amendement 21

1ère partie "constate que de nombreuses communications et de nombreux documents ne sont disponibles qu'en langue anglaise; prend également acte de la tenue de réunions de travail sans possibilité de disposer de services d'interprétation; demande que le Parlement respecte les principes, droits et obligations inscrits dans la charte des droits fondamentaux et le règlement n° 1/1958, ainsi que dans les lignes directrices et décisions internes, telles que le code de bonne conduite administrative;"

2ème partie "invite dès lors le Parlement à fournir les ressources humaines nécessaires pour garantir le respect du multilinguisme, en augmentant les effectifs chargés de la traduction et de l'interprétation;"

amendement 45

1ère partie "déplore que le Bureau continue d'ignorer la volonté exprimée à de nombreuses reprises en plénière de poursuivre la réforme de l'indemnité de frais généraux, attitude qui nuit activement aux efforts visant à garantir que les députés dépensent l'argent des contribuables de manière plus transparente et responsable;"

2ème partie "exhorte le Bureau à appliquer immédiatement les décisions prises en plénière qui figurent dans les rapports du Parlement relatifs à la décharge pour les exercices 2017 et 2018 et modifient les règles régissant l'octroi de l'indemnité de frais généraux;"

ECR:

§ 127

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "le premier traitant des questions liées aux personnes LGBTI+ et le second du problème de la discrimination raciale"

2ème partie ces termes

Renew, PPE:

§ 140

1ère partie "note que la Cour des comptes a estimé qu'un déménagement de Strasbourg à Bruxelles pourrait générer une économie annuelle de 114 millions d'EUR en sus d'une économie unique de 616 millions d'EUR si les immeubles de Strasbourg sont cédés avec succès, ou d'un coût unique de 40 millions d'EUR s'ils ne le sont pas;"

2ème partie "note qu'un siège unique ne peut être obtenu que par une modification du traité à l'unanimité;"

3ème partie "rappelle qu'une grande majorité des députés au Parlement européen a exprimé dans diverses résolutions son soutien à l'instauration d'un siège unique pour garantir une utilisation efficace de l'argent des contribuables de l'Union; invite instamment le Conseil à tenir compte de la position du Parlement;"

Divers

Le Président a déclaré l'amendement 39 irrecevable.

50. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Conseil et Conseil européen

Rapport: Pascal Durand (A9-0056/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision d'ajournement de la décharge					
Proposition de décision			AN	+	627, 60, 11
Proposition de résolution					
§ 19	6	S&D	AN	+	668, 21, 12
§ 25	3	PPE	AN	-	283, 392, 26
Après le § 25	1	Verts/ALE	AN	+	552, 144, 5
Après le § 26	2	Verts/ALE	AN	+	435, 256, 10
§ 36	4	PPE	AN	+	401, 265, 35
§ 40	§	texte original	div		
			1/AN	+	613, 75, 13
			2/AN	+	485, 209, 7
§ 37	5	PPE	AN	-	224, 384, 93
§ 51	7	S&D	AN	-	312, 334, 55
Après le § 64	8	The Left	AN	+	362, 326, 13
Après le § 67	9	The Left	AN	+	470, 181, 50
	10	The Left	AN	-	287, 383, 31
Proposition de résolution			AN	+	633, 39, 18

Demandes de votes par division

PPE:

§ 40

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "incite vivement le Conseil à redoubler d'efforts en matière de transparence, notamment en publiant ses documents de travail dans un format lisible par machine;"

2ème partie ces termes

Divers

La décharge est ajournée (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, point b), du règlement).

51. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Cour de Justice de l'Union européenne

Rapport: Ramona Strugariu (A9-0064/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	612, 78, 8
Proposition de résolution					
§ 11	1	S&D	AN	+	650, 21, 23
§ 33	§	texte original	div		
			1/AN	+	668, 7, 19
			2/AN	+	458, 223, 13
Proposition de résolution			AN	+	604, 78, 9

Demandes de votes par division

PPE:

§ 33

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "relève qu'en novembre 2019, la CJUE avait commencé à utiliser activement LinkedIn pour informer les parties intéressées de ses travaux; invite la CJUE à être présente sur les réseaux sociaux gratuits et open source, tels que Mastodon, pour améliorer ainsi la transparence et élargir son audience;"

2ème partie ces termes

52. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Cour des comptes

Rapport: Martina Dlabajová (A9-0059/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	686, 8, 4
Proposition de résolution					
§ 16	2	S&D, The Left	AN	+	363, 218, 113
§ 20	3	S&D	AN	+	650, 23, 21
§ 54	4	The Left	AN	+	578, 110, 6
§ 59	1	Renew, PPE	AN	+	600, 61, 33
	5	The Left	AN	+	385, 303, 6
Proposition de résolution			AN	+	675, 12, 4

53. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Comité économique et social européen

Rapport: Olivier Chastel (A9-0057/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	484, 209, 5
Proposition de résolution					
§ 14	2	S&D	AN	+	322, 316, 56
§ 38	3	S&D	AN	-	243, 448, 3
§ 39	4	S&D	AN	+	358, 332, 4
Après le § 83	1	Verts/ALE	AN	+	454, 232, 8
Proposition de résolution			AN	+	600, 82, 9

54. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Comité européen des régions

Rapport: Alin Mituța (A9-0055/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	611, 56, 31
Proposition de résolution					
§ 7	3	S&D	AN	+	394, 284, 16
§ 15	4	S&D	AN	+	645, 20, 29
§ 30	5	S&D	AN	-	242, 444, 8
§ 58	1	Verts/ALE	AN	+	446, 194, 54
§ 67	2S	Verts/ALE	AN	+	393, 290, 11
	6	S&D	AN	↓	
§ 68	7	S&D	AN	+	434, 244, 16
§ 69	8	S&D	AN	+	383, 301, 10
Proposition de résolution			AN	+	604, 57, 30

55. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Médiateur européen

Rapport: Olivier Chastel (A9-0065/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	682, 9, 7
Proposition de résolution					
§ 9	3	S&D	AN	+	402, 282, 10
Après le § 9	1	PPE	AN	-	248, 417, 27
§ 19	4	S&D	AN	+	645, 21, 28
§ 24	2S	PPE	AN	-	235, 441, 18
§ 34	5	The Left	AN	+	402, 273, 19
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
			2/AN	↓	
Proposition de résolution			AN	+	658, 14, 19

Demandes de votes par division

PPE:

§ 34

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "y compris les procès-verbaux des réunions des groupes de travail, les documents relatifs aux trilogues et d'autres documents de travail importants"

2ème partie ces termes

56. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Contrôleur européen de la protection des données

Rapport: Alin Mituța (A9-0067/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	635, 27, 36
Proposition de résolution					
§ 11	2	S&D	AN	+	652, 19, 23
Après le § 49	1	Verts/ALE	AN	+	476, 198, 20
Proposition de résolution			AN	+	627, 30, 34

57. Décharge 2019: Budget général de l'UE - Service européen pour l'action extérieure

Rapport: Alin Mituța (A9-0063/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Proposition de décision			AN	+	606, 85, 7
Proposition de résolution					
Après le § 10	1	S&D	AN	+	627, 43, 24
§ 51	§	texte original	div		
			1/AN	+	602, 35, 57
			2/AN	-	283, 349, 62
Proposition de résolution			AN	+	586, 93, 12

Demandes de votes par division

PPE:

§ 51

1ère partie "recommande vivement au SEAE d'adhérer au registre de transparence de l'Union, sur la base d'un accord de niveau de service,"

2ème partie "afin d'améliorer la transparence en rendant publiques toutes les réunions avec l'ensemble des groupes de pression qui tentent d'influencer les processus législatifs et de mise en œuvre des politiques des institutions de l'Union; ne partage pas l'avis du SEAE selon lequel l'obligation d'enregistrer les réunions avec des représentants d'intérêts dans les pays tiers compliquerait la tâche des chefs des délégations de l'Union en matière de défense des intérêts économiques de l'Union dans les pays tiers; estime que les citoyens devraient avoir le droit de savoir avec quelles organisations se réunissent les ambassadeurs de l'Union;"

58. Décharge 2019: Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0069/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	612, 78, 8
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	602, 81, 8

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

59. Décharge 2019: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0094/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	612, 83, 3
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	598, 86, 7

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

60. Décharge 2019: Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0086/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	563, 85, 50
Proposition de résolution					
Après le § 18	1	Renew	div		
			1/AN	+	598, 39, 57
			2/AN	-	225, 420, 49
Proposition de résolution			AN	+	557, 92, 42

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

61. Décharge 2019: Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0087/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	636, 53, 9
Proposition de résolution					
Après le § 23	1	Renew	div		
			1/AN	+	612, 26, 55
			2/AN	-	231, 418, 44
Proposition de résolution			AN	+	628, 58, 5

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

62. Décharge 2019: Agence européenne pour l'environnement

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0080/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	613, 82, 3
Proposition de résolution					
Après le § 30	1	Renew	div		
			1/AN	+	610, 27, 57
			2/AN	-	235, 412, 47
Proposition de résolution			AN	+	603, 87, 1

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

63. Décharge 2019: Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0090/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	636, 58, 4
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	626, 58, 7

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

64. Décharge 2019: Centre de traduction des organes de l'Union européenne

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0084/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	616, 75, 7
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	606, 84, 1

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

65. Décharge 2019: Agence européenne des médicaments

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0073/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	580, 79, 39
Proposition de résolution					
§ 2	2	The Left	AN	-	208, 480, 5
Après le § 36	1	Renew	div		
			1/AN	+	613, 26, 55
			2/AN	-	240, 411, 43
§ 43	§	texte original	div		
			1/AN	+	479, 180, 35
			2/AN	+	353, 283, 58
Proposition de résolution			AN	+	602, 81, 8

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une autoévaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "insiste sur le fait que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Renew:

§ 43

1ère partie "salue les efforts déployés par l'Agence pour renforcer sa politique de transparence en ce qui concerne les médicaments et les vaccins contre la COVID-19; souligne que l'autorisation d'un vaccin contre la COVID-19 nécessitera un processus rapide et transparent au sein de l'Agence; insiste sur le fait qu'il y a lieu d'accorder une attention particulière à la transparence des données issues des essais cliniques relatifs à de tels vaccins;"

2ème partie "se félicite de la décision de l'Agence de rendre publics les rapports d'études cliniques des médicaments et des vaccins contre la COVID-19 dans les trois jours suivant l'autorisation de mise sur le marché; exhorte l'Agence à publier les données des essais cliniques avant l'autorisation de mise sur le marché et, à défaut, en temps voulu; invite l'Agence à demander aux promoteurs d'essais cliniques de rendre publics leurs protocoles d'essais cliniques avant l'autorisation de mise sur le marché;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

66. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0101/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	639, 47, 12
Proposition de résolution					
Après le § 21	1	Renew	div		
			1/AN	+	613, 27, 54
			2/AN	-	228, 421, 45
Proposition de résolution			AN	+	628, 54, 9

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

67. Décharge 2019: Fondation européenne pour la formation

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0089/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	614, 78, 6
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	601, 85, 5

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

68. Décharge 2019: Agence européenne pour la sécurité maritime

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0099/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	612, 80, 6
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	601, 86, 4

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

69. Décharge 2019: Agence européenne de la sécurité aérienne

Rapport: *Joachim Stanisław Brudziński (A9-0070/2021)*

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	635, 51, 12
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	624, 54, 13

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

70. Décharge 2019: Autorité européenne de sécurité des aliments

Rapport: *Ryszard Czarnecki (A9-0097/2021)*

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	568, 100, 30
Proposition de résolution					
§ 9	§	texte original	div		
			1/AN	+	468, 218, 8
			2/AN	+	430, 226, 38
§ 31	1	PPE	AN	-	295, 366, 33
	§	texte original	AN	-	288, 371, 35
Proposition de résolution			AN	+	605, 58, 28

Demandes de vote séparé

Renew: §§ 9, 31

PPE: § 31

Demandes de votes par division

PPE:

§ 9

1ère partie "souligne qu'en 2019, le Parlement a adopté 16 objections à l'importation de cultures génétiquement modifiées destinées à l'alimentation humaine et animale; souligne que ces objections s'expliquent notamment par des lacunes dans l'évaluation des risques réalisée par le groupe scientifique de l'Autorité sur les organismes génétiquement modifiés; demande instamment à l'Autorité de se pencher sur ces lacunes et de les combler de toute urgence;"

2ème partie "souligne que ces lacunes comprennent, entre autres, l'absence de tests sur les effets cocktail provenant de résidus d'herbicides, de toxines de *Bacillus thuringiensis* (Bt) et de constituants végétaux, l'incidence de l'augmentation du taux de pulvérisation des herbicides complémentaires sur l'innocuité globale de la plante génétiquement modifiée, ainsi que l'absence d'essais de toxicité appropriés des protéines Bt;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

71. Décharge 2019: Centre européen de prévention et de contrôle des maladies

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0104/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	614, 48, 36
Proposition de résolution					
Après le § 21	1	Renew	div		
			1/AN	+	612, 26, 56
			2/AN	-	232, 418, 44
Proposition de résolution			AN	+	603, 86, 2

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

72. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA)

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0085/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	612, 74, 12
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	602, 79, 10

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

73. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0077/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	635, 59, 4
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	624, 58, 9

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

74. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL)

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0071/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	635, 56, 7
Proposition de résolution					
Après le § 24	1	Renew	div		
			1/AN	+	612, 28, 53
			2/AN	-	228, 420, 45
Proposition de résolution			AN	+	621, 59, 11

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

75. Décharge 2019: Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0081/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision d'ajournement de la décharge					
Propositions de décision			AN	+	528, 127, 43
Proposition de résolution					
§ 20	1	PPE	AN	+	364, 310, 20
§ 22	2	PPE	div		
			1/AN	+	456, 233, 5
			2/AN	+	481, 194, 19
§ 25	3	PPE	AN	-	294, 333, 66
			§	texte original	div
			1/AN	+	571, 69, 54
			2/AN	+	344, 249, 101
			3/AN	+	556, 84, 54
			4/AN	+	345, 273, 76
		5/AN	+	559, 79, 56	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			6/AN	+	346, 295, 53
			7/AN	+	559, 84, 51
			8/AN	+	346, 277, 71
			9/AN	+	609, 79, 6
Après le § 25	4	PPE	AN	+	554, 121, 19
§ 29	5	PPE	AN	+	366, 308, 20
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
2/AN	↓				
Après le § 30	9	Verts/ALE	AN	-	280, 400, 14
Après le § 33	6/rev	Renew	div		
			1/AN	+	609, 30, 55
			2/AN	-	231, 419, 44
§ 42	10	Verts/ALE	AN	+	334, 300, 60
§ 43	7	Renew	AN	+	539, 146, 9
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
2/AN	↓				
Après le § 43	11	The Left	AN	-	270, 412, 11
	12	The Left	AN	-	267, 414, 12
§ 44	13	The Left	AN	-	330, 350, 12
Après le § 44	14	The Left	AN	-	284, 393, 15
Après le § 50	8	Renew	div		
			1/AN	+	519, 72, 102
			2/AN	+	293, 271, 129

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution			AN	+	531, 80, 80

Demandes de votes par division

Verts/ALE:

amendement 2

1ère partie "se dit préoccupé par les informations tirées d'enquêtes journalistiques concernant l'attitude de hauts fonctionnaires à l'égard de subordonnés; souligne, en particulier, sa préoccupation face à des informations faisant état de comportements insultants et peu respectueux envers le personnel, et des allégations selon lesquelles les mécanismes de contrôle de l'Agence se font moins efficaces; relève que l'Agence n'a pas signalé de plaintes officielles concernant ces actions;"

2ème partie "relève que, conformément à son mandat, le groupe de travail sur le contrôle de Frontex contrôlera la gestion interne de l'Agence, y compris les procédures de signalement et de traitement des plaintes; encourage l'Agence à coopérer avec le groupe de travail de contrôle Frontex afin de clarifier toute préoccupation à cet égard et de donner suite aux futures recommandations formulées concernant cet aspect du fonctionnement de l'Agence;"

Renew:

§ 29

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "rappelle qu'une part essentielle de la mission de l'Agence consiste à secourir les migrants en détresse aux frontières extérieures;"

2ème partie ces termes

§ 43

1ère partie "prend acte des allégations répétées de complicité de l'Agence dans des violations des droits fondamentaux par les autorités grecques concernant son implication dans des refoulements de migrants;"

2ème partie "rappelle que l'Agence est chargée de contrôler les frontières tout en veillant à ce que ces contrôles s'effectuent dans le respect des droits fondamentaux, de la convention relative au statut des réfugiés, comme le prévoient le règlement (UE) 2016/399 et le règlement (UE) 2019/1896, qui, dans son article 46, oblige le directeur exécutif à suspendre des activités, mettre un terme à des activités ou renoncer au lancement d'activités en cas de violations des droits fondamentaux; prend acte de la mise en place du groupe de travail sur les droits fondamentaux et les aspects juridico-opérationnels dans la mer Égée; relève que le groupe de travail sur les droits fondamentaux et les aspects juridico-opérationnels dans la mer Égée a recensé 13 incidents pertinents qui ont ensuite été examinés – 8 ont été clarifiés selon le rapport final du groupe de travail du conseil d'administration de Frontex et 5 sont toujours à l'examen; souligne la nécessité d'associer le groupe de travail sur le contrôle de Frontex, créé par la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement, afin de clarifier pleinement les incidents; demande à l'Agence d'informer régulièrement le Parlement de son action aux frontières extérieures;"

PPE:

§ 25

- 1ère partie* "se dit vivement préoccupé par le fait que, bien qu'elle ait eu connaissance dès mars 2019 des changements relatifs au rôle et aux compétences de l'officier aux droits fondamentaux et des contrôleurs des droits fondamentaux, changements qui sont entrés en vigueur en décembre 2019, la direction de l'Agence n'a pas pris les mesures nécessaires pour s'adapter à ces changements, ce qui a entraîné plusieurs reports de la mise en œuvre des dispositions relatives au respect des droits fondamentaux au sein de l'Agence;"
- 2ème partie* "regrette profondément la façon dont le directeur exécutif a décidé de court-circuiter le conseil d'administration dans la procédure de remplacement de l'officier aux droits fondamentaux à la fin de 2019;"
- 3ème partie* "note avec préoccupation que la procédure a commencé dès le retour de l'officier aux droits fondamentaux d'un congé maladie prolongé, et qu'il en a été informé à la toute dernière minute; souligne que l'Agence a dû retirer l'avis de vacance publié pour le poste d'officier aux droits fondamentaux en raison du non-respect de la législation applicable;"
- 4ème partie* "met l'accent sur le fait que la Commission a déclaré que cette situation était «tout bonnement illégale»;"
- 5ème partie* "constate que le poste d'officier aux droits fondamentaux est actuellement occupé, à titre provisoire, par un ancien membre du cabinet du directeur exécutif;"
- 6ème partie* "est profondément préoccupé par les informations parues dans les médias, selon lesquelles le directeur exécutif aurait ignoré à plusieurs reprises les rapports et les conseils de l'officier aux droits fondamentaux relatifs à ses activités dans plusieurs États membres;"
- 7ème partie* "souligne qu'en février 2021, l'Agence n'avait toujours pas recruté le moindre contrôleur des droits fondamentaux;"

8ème partie "se déclare profondément préoccupé par les remarques de la Commission sur la réticence de l'Agence à mettre en œuvre les recommandations de la Commission en ce qui concerne le recrutement, notamment celui de l'officier aux droits fondamentaux et des contrôleurs des droits fondamentaux, ce qui entrave et retarde encore la procédure;"

9ème partie "presse l'Agence de respecter pleinement toutes les obligations découlant du règlement (UE) 2019/1896 et de rendre compte à l'autorité de décharge des progrès réalisés;"

amendement 6/rev

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

amendement 8

1ère partie "souligne que les préoccupations identifiées dans la gestion de l'Agence en 2019 ne remettent pas en cause l'existence, la légitimité ni le mandat de l'Agence; continue de considérer l'Agence comme un outil essentiel dans la gestion des frontières extérieures de l'Union, ayant le devoir d'assurer le bon fonctionnement de l'espace Schengen et la liberté de circulation au sein de l'Union; attend de l'Agence qu'elle mette pleinement en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur les droits fondamentaux et les aspects juridiques et opérationnels des interventions et présente à l'autorité de décharge des mesures concrètes assorties d'un calendrier précis pour remédier aux problèmes recensés;"

2ème partie "estime que ces mesures constituent une condition impérative pour l'octroi de la décharge à l'Agence;"

Divers

La décharge est ajournée et la clôture des comptes est reportée (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, point b), du règlement).

76. Décharge 2019: Agence du GNSS européen

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0074/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	634, 23, 41
Proposition de résolution					
Après le § 27	1	Renew	div		
			1/AN	+	614, 26, 54
			2/AN	-	228, 415, 51
Proposition de résolution			AN	+	633, 28, 30

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

77. Décharge 2019: Agence européenne de contrôle des pêches

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0092/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	611, 81, 6
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	599, 85, 7

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

78. Décharge 2019: Agence européenne des produits chimiques

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0075/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	607, 85, 6
Proposition de résolution					
Après le § 27	1	Renew	div		
			1/AN	+	614, 27, 53
			2/AN	-	235, 417, 42
Proposition de résolution			AN	+	603, 84, 3

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une autoévaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

79. Décharge 2019: Agence d'approvisionnement d'Euratom

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0088/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	606, 84, 8
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	631, 56, 4

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

80. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol)

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0096/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	644, 11, 43
Proposition de résolution					
Après le § 23	1	Renew	div		
			1/AN	+	612, 28, 54
			2/AN	-	227, 422, 45
Proposition de résolution			AN	+	637, 18, 36

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

81. Décharge 2019: Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0072/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	567, 84, 47
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	560, 90, 41

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

82. Décharge 2019: Autorité bancaire européenne

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0091/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	574, 93, 31
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	596, 65, 30

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

83. Décharge 2019: Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0079/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	613, 54, 31
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	602, 64, 25

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

84. Décharge 2019: Autorité européenne des marchés financiers

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0093/2021)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge			
Propositions de décision	AN	+	610, 59, 29
Proposition de résolution			
Proposition de résolution	AN	+	602, 65, 24

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

85. Décharge 2019: Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0078/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	582, 106, 10
Proposition de résolution					
Après le § 24	1	Renew	div		
			1/AN	+	614, 26, 54
			2/AN	-	229, 414, 51
Proposition de résolution			AN	+	602, 56, 33

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

86. Décharge 2019: Agence de soutien à l'ORECE (Office de l'ORECE)

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0082/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	611, 77, 10
Proposition de résolution					
Après le § 18	1	Renew	div		
			1/AN	+	614, 27, 53
			2/AN	-	228, 415, 51
Proposition de résolution			AN	+	605, 79, 7

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

87. Décharge 2019: Institut européen d'innovation et de technologie

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0076/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	635, 24, 39
Proposition de résolution					
Après le § 20	1	Renew	div		
			1/AN	+	614, 26, 54
			2/AN	-	229, 414, 51
Proposition de résolution			AN	+	630, 29, 32

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

88. Décharge 2019: Bureau européen d'appui en matière d'asile

Rapport: Joachim Stanisław Brudziński (A9-0068/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	569, 78, 51
Proposition de résolution					
Après le § 22	1	Renew	div		
			1/AN	+	616, 29, 49
			2/AN	-	228, 423, 43
Proposition de résolution			AN	+	561, 86, 44

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"

2ème partie "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

89. Décharge 2019: Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle

au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA)

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0098/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	633, 56, 9
Proposition de résolution					
Après le § 23	1	Renew	div		
			1/AN	+	613, 28, 53
			2/AN	-	227, 418, 49
Proposition de résolution			AN	+	619, 63, 9

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

- 1ère partie* "souligne que certains fonctionnaires établissent des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et fournissent d'eux-mêmes une évaluation du respect des normes éthiques; souligne toutefois que ces déclarations et ces évaluations volontaires ne sont pas suffisantes et qu'un contrôle supplémentaire est donc nécessaire;"
- 2ème partie* "souligne que cette mission devrait être confiée à une tierce partie indépendante et spécialisée, qui devrait prendre la forme d'une instance éthique indépendante"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

90. Décharge 2019: Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0110/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	521, 143, 33
Proposition de résolution					
§ 8	1	S&D	AN	+	392, 260, 42
Après le § 17	2	S&D	AN	+	587, 99, 8
Après le § 23	3	S&D	AN	+	550, 59, 84
Proposition de résolution			AN	+	624, 35, 32

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

91. Décharge 2019: Entreprise commune SESAR

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0106/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	604, 89, 5
Proposition de résolution					
Après le § 16	1	S&D	AN	+	566, 92, 36
§ 20	§	texte original	div		
			1/AN	+	673, 5, 16
			2/AN	+	391, 229, 74

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution			AN	+	597, 86, 8

Demandes de votes par division

S&D:

§ 20

1ère partie "se félicite du rapport spécial de la Cour sur les activités de SESAR et préconise de publier régulièrement des rapports spéciaux; invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances afin d'évaluer la valeur ajoutée de l'entreprise commune, ainsi que son incidence sociale et son impact sur l'emploi et sur le marché;"

2ème partie "estime que les résultats de l'évaluation devraient être utilisés pour des financements futurs ou la redistribution des financements de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

92. Décharge 2019: Entreprise commune Clean Sky 2

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0109/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	641, 54, 3
Proposition de résolution					
Après le § 10	1	S&D	AN	+	560, 92, 41
§ 16	§	texte original	div		
			1/AN	+	675, 6, 12
			2/AN	+	395, 230, 68
Proposition de résolution			AN	+	629, 57, 5

Demandes de votes par division

S&D:

§ 16

1ère partie "demande à la Commission et la Cour des comptes européenne une méthode de suivi approfondi des performances afin d'évaluer la valeur ajoutée de l'entreprise commune, notamment l'impact social et sur l'emploi ainsi que l'incidence sur le marché;"

2ème partie "estime que les résultats de l'évaluation devraient servir pour le futur ou être utilisés pour remettre à plat le financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

93. Décharge 2019: entreprise commune Bio-industries

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0105/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	512, 182, 4
Proposition de résolution					
Après le § 15	1	S&D	AN	+	519, 164, 10
§ 21	§	texte original	div		
			1/AN	+	677, 7, 9
			2/AN	+	396, 231, 66
Après le § 23	2	S&D	AN	+	553, 59, 80
Après le § 31	3	Verts/ALE	div		
			1/AN	-	189, 427, 77
			2/AN	+	439, 199, 55
Proposition de résolution			AN	+	624, 66, 1

Demandes de votes par division

S&D:

amendement 3

1ère partie "est extrêmement préoccupé par le fait que plusieurs projets financés par l'entreprise commune consistent à subventionner l'industrie pour qu'elle fasse pression sur les décideurs européens au sujet de questions telles que la réglementation relative aux OGM ou le recyclage des bioplastiques;"

2ème partie "invite l'entreprise commune à informer l'autorité de décharge au sujet de sa politique de financement du lobbying industriel et des activités de relations publiques ciblant les régulateurs de l'Union;"

§ 21

1ère partie "invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances à des fins d'évaluation de la valeur ajoutée de l'entreprise commune, y compris de l'impact social et sur l'emploi ainsi que de l'incidence sur le marché;"

2ème partie "estime que les résultats de cette évaluation devraient être utilisés à l'avenir, éventuellement pour informer une redistribution du financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

94. Décharge 2019: entreprise commune Initiative en matière de médicaments innovants 2

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0113/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	488, 176, 34
Proposition de résolution					
§ 10	§	texte original	AN	+	397, 236, 60
§ 11	4	Renew, S&D	AN	-	291, 367, 35
§ 13	5	Renew, S&D	AN	-	295, 363, 35
§ 14	1	S&D	AN	-	294, 364, 35
	§	texte original	AN	+	390, 246, 57
Après le § 18	2	S&D	AN	+	593, 92, 8
§ 19	§	texte original	div		
			1/AN	+	651, 2, 40
			2/AN	+	438, 246, 9
§ 21	§	texte original	div		
			1/AN	+	680, 5, 8
			2/AN	+	401, 228, 64
§ 34	3	S&D	AN	+	377, 248, 68
Proposition de résolution			AN	+	606, 53, 32

Demandes de vote séparé

Renew: §§ 10, 14

Demandes de votes par division

Renew:

§ 19

1ère partie "note qu'en 2019, l'effet de levier de l'entreprise commune IMI2 était de 1,03;"

2ème partie "constate avec inquiétude que ce taux est inférieur aux attentes; invite l'entreprise commune IMI2 à prendre des mesures pour atteindre cet objectif;"

S&D:

§ 21

1ère partie "invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances pour évaluer la valeur ajoutée de l'entreprise commune IMI2 et en apprécier l'impact social et sur l'emploi ainsi que l'incidence sur le marché;"

2ème partie "les résultats de l'évaluation devraient servir pour le futur ou être utilisés pour remettre à plat le financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

95. Décharge 2019: Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène 2

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0107/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	637, 26, 35
Proposition de résolution					
Après le § 8	1	S&D	AN	+	585, 96, 12
§ 15	§	texte original	div		
			1/AN	+	657, 29, 7
			2/AN	+	348, 256, 89
Proposition de résolution			AN	+	625, 32, 34

Demandes de votes par division

S&D:

§ 15

1ère partie "invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances à des fins d'évaluation de la valeur ajoutée de l'entreprise commune, y compris de l'impact social et sur l'emploi ainsi que de l'incidence sur le marché;"

2ème partie "estime que les résultats de cette évaluation devraient servir pour le futur ou être utilisés pour remettre à plat le financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

96. Décharge 2019: entreprise commune Shift2Rail

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0111/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	611, 54, 33
Proposition de résolution					
Après le § 14	1	S&D	AN	+	564, 89, 40
§ 15	§	texte original	div		
			1/AN	+	677, 6, 10
			2/AN	+	396, 231, 66
Proposition de résolution			AN	+	603, 56, 32

Demandes de votes par division

S&D:

§ 15

1ère partie "invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances à des fins d'évaluation de la valeur ajoutée de l'entreprise commune, y compris de l'impact social et sur l'emploi ainsi que de l'incidence sur le marché;"

2ème partie "estime que les résultats de l'évaluation devraient être utilisés pour l'avenir ou pour la redistribution du financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

97. Décharge 2019: entreprise commune ECSEL

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0108/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	633, 60, 5
Proposition de résolution					
Après le § 9	1	S&D	AN	+	593, 91, 9
§ 10	§	texte original	div		
			1/AN	+	681, 6, 6
			2/AN	+	399, 232, 62
Proposition de résolution			AN	+	623, 65, 2

Demandes de votes par division

S&D:

§ 10

1ère partie "invite la Commission et la Cour à mettre en place une méthode de suivi approfondi des performances afin d'évaluer la valeur ajoutée de l'entreprise commune, y compris l'impact social et sur l'emploi ainsi que l'incidence sur le marché;"

2ème partie "considère que les résultats de cette évaluation devraient servir pour le futur ou être utilisés pour remettre à plat le financement de l'Union;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

98. Décharge 2019: Budget général de l'UE - 8e, 9e,10e et 11e FED

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0095/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Décision sur la décharge					
Propositions de décision			AN	+	485, 206, 7
Proposition de résolution					
§ 33	1S	PPE	AN	+	497, 187, 9
§ 51	2	PPE	AN	+	550, 105, 38
§ 55	3S	PPE	AN	+	485, 172, 36
	4	The Left, Verts/ALE	AN	↓	
Après le § 56	5	The Left, Verts/ALE	AN	+	335, 327, 31
	6	The Left, Verts/ALE	AN	-	284, 359, 50
	7	The Left, Verts/ALE	div		
			1/AN	+	620, 59, 14
			2/AN	-	283, 390, 20
	8	The Left, Verts/ALE	div		
			1/AN	+	620, 59, 13
			2/AN	-	270, 417, 5
Proposition de résolution			AN	+	598, 64, 28

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 7

1ère partie "rappelle la position constante du Parlement selon laquelle la Commission devrait veiller à ce que tout fonds fiduciaire créé en tant qu'outil de développement s'inscrive dans la stratégie globale et les objectifs stratégiques de développement de l'Union, à savoir la réduction et l'éradication de la pauvreté,"

2ème partie "et, en particulier, garantisse que les intérêts des pays européens en matière de sécurité ne prévalent pas sur les besoins des populations bénéficiaires; encourage la Commission à revoir l'aide financière aux projets relevant du FFUE qui dévient de cet axe;"

amendement 8

1ère partie "souligne que, pour atteindre ses objectifs stratégiques, le FFUE doit lutter contre les causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et de la migration irrégulière par une action en faveur de la résilience, de perspectives économiques, de l'égalité des chances, de la sécurité des populations ainsi que du développement humain et social;"

2ème partie "constate avec vive inquiétude qu'en 2019, au lieu de contribuer à la lutte contre ces causes de déstabilisation, les fonds de l'Union ont été de plus en plus employés aux fins de la fermeture des frontières, du durcissement des conditions de migration et du retour des migrants en Afrique;"

Divers

Le vote sur la décision de décharge couvre la clôture des comptes (voir annexe V, article 5, paragraphe 1, du règlement).

99. Rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget des agences de l'Union européenne pour l'exercice 2019 : performance, gestion financière et contrôle

Rapport: Ryszard Czarnecki (A9-0100/2021)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution					
§ 23	1	S&D	AN	+	356, 326, 11
	§	texte original	div		
			1/AN	↓	
			2/AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Après le § 61	3	The Left	AN	-	188, 494, 11
§ 73	2	S&D	AN	+	350, 333, 10
Proposition de résolution			AN	+	600, 88, 3

Demandes de votes par division

Renew:

§ 23

1ère partie ensemble du texte à l'exclusion des termes: "y compris les fusions"

2ème partie ces termes